

Les Études du CERI  
N° 31 - septembre 1997

**La stratégie de survie  
du Parti socialiste bulgare**

Marta Touykova

# La stratégie de survie du Parti socialiste bulgare

Marta Touykova

Toute révolution<sup>1</sup>, en provoquant le passage d'un système politique à un autre, pose la question du sort des anciens gouvernants. Dans les pays anciennement communistes, cette question revêt d'autant plus d'importance qu'un parti unique avait le monopole de la sélection et de la promotion des élites. L'effondrement du régime communiste est celui d'un système fondé sur la fusion entre le parti unique et l'appareil d'Etat.

En Bulgarie, la période qui s'ouvre en 1989<sup>2</sup> se caractérise par une grave crise économique, une instabilité politique chronique et l'omniprésence d'un acteur politique — le Parti socialiste bulgare — ouvertement issu de l'ancien parti unique. La période postcommuniste, née dans le rejet du communisme, voit le retour par la voie démocratique de ceux-là mêmes qui avaient porté ce système rejeté, puis leur départ sous la pression de la rue après deux ans de gouvernement. Or l'étude du PSB est nécessaire pour comprendre la Bulgarie actuelle parce que ce parti a joué un rôle central dans la démocratisation. La place particulière des socialistes sur la scène politique soulève la question « de la pratique d'une démocratie que sa forme seule ne

---

<sup>1</sup> Le concept de révolution est à prendre ici au sens large, comme changement brusque de régime politique et de modèle de société. Habituellement, la révolution connote en effet la présence du peuple comme élément moteur du changement ;or, en Bulgarie, le changement est d'abord impulsé par certains dirigeants du parti au pouvoir.

<sup>2</sup> Une chronologie est proposée à la fin de cette étude.

permet pas d'authentifier »<sup>3</sup>. A ce stade, se pose le problème du rapport à l'héritage du passé. Mais cet héritage est fait d'affinité, non de déterminisme. D'ailleurs tous les héritages ne sont pas pertinents<sup>4</sup> pour expliquer les comportements politiques, et la situation actuelle ne se limite pas à la gestion de l'héritage. La Bulgarie connaît une période de reconfiguration de l'État. Son cheminement vers la démocratie doit être étudié en considérant que la démocratie est une réalité évolutive, le produit d'un passé qui « sculpte » sa réalité présente, et également un devenir : il s'agit d'un processus dynamique<sup>5</sup>. Dès lors, trois écueils doivent être évités.

Parler de « retour » des communistes peut faire supposer que les transitions octroyées, « pactées », impulsées par le haut ont moins de chances de mener vers une démocratie achevée que celles qu'apporterait une révolution venue d'en bas : dès lors que l'élite civile au pouvoir a réussi à maîtriser le déroulement du processus, la « fin logique » de ce processus serait le retour des anciens dictateurs ou, du moins, de ceux qu'on définit (ou qui se définissent) comme leurs héritiers et successeurs.

Par ailleurs, qualifier des hommes politiques d'« anciens communistes » postule implicitement l'identité des acteurs : trop souvent, quand on parle des anciens communistes, on vise moins à souligner leur origine commune — les structures du parti — que la permanence d'une identité. Cette réification du groupe est d'autant plus tentante que, dans le contexte de la transition, sont mis en œuvre un mécanisme de simplification des identités ainsi qu'une polarisation de la société entre « anticommunistes » et « communistes ». Or cette identité du groupe ne doit pas être posée de façon abstraite, mais interrogée à la lumière d'une observation concrète. D'autant plus que la fluidité qu'implique la transition favorise des adaptations, des repositionnements, de nouvelles définitions du monde social. Il convient d'aller au-delà des statuts officiels et d'identifier les stratégies de stigmatisation et de labélisation qui visent à délégitimer les processus de transformation du PSB.

Enfin, la prophétie de l'inévitable retour en arrière rejoint un autre présupposé, celui de l'incompétence, de l'aliénation, de l'immaturation des citoyens. Mais l'apprentissage du rituel démocratique ne saurait être un préalable à l'instauration de la démocratie.

Le fait que les communistes aient de bon gré abandonné le pouvoir puis qu'ils aient cherché et réussi à le reconquérir a étonné par la rapidité et la facilité de ces revirements. Les observateurs se sont penchés sur l'hypothèse d'un complot ourdi en vue de confisquer la révolution. Toutefois, une analyse plus fine permet de repérer dans la spécificité même du régime communiste les facteurs qui ont permis et même favorisé les conversions des cadres de l'ancien régime. Leur réapparition est liée à la particularité de l'ancien parti unique — tant au niveau de la large adhésion qu'il sollicitait que de la composition des élites — ainsi qu'à la structuration bipolaire du système politique bulgare.

---

<sup>3</sup> Guy Hermet, *Le passage à la démocratie*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, p. 27.

<sup>4</sup> Beverly Crawford, Arend Lijphart, « Explaining political change and economic change in post-communist Eastern Europe. Old legacies, new institutions, hegemonic norms, and international pressure », *Comparative political studies*, vol. 28, n°2, juillet 1995, pp. 171-199 (p. 182).

<sup>5</sup> Adam Przeworski, *Democracy and the Market*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, notamment p. 99.

Sous l'ancien régime, l'appartenance au Parti communiste bulgare (PCB) était le sésame qui ouvrait les portes de la vie publique. La plus grande partie des cadres du pays avait des liens avec le PCB, l'adhésion était la condition de la promotion sociale. Dès lors que le PCB perd son monopole, ces liens, qui n'étaient guère idéologiques, se dénouent. Et c'est ainsi qu'après l'instauration du multipartisme, on trouve des anciens adhérents<sup>6</sup> dans presque tous les partis. L'élite politique et économique bulgare, quels que soient ses choix actuels, est largement issue de l'ancien parti unique. Cependant, si certains anciens communistes ont choisi de rejoindre l'Union des forces démocratiques (UFD) créée en 1989 ou encore le Mouvement des droits et des libertés (parti de la minorité turque) ou les partis agrariens<sup>7</sup>, d'autres ont préféré rester au sein du successeur du Parti communiste. Car le mode de transition cogéré vers la démocratie a permis aux sortants de conserver pour leur parti et pour eux-mêmes un rôle important et une légitimité dans le nouveau système politique.

Au demeurant, s'étonner de la réapparition des anciens communistes au sommet de l'Etat témoigne d'une vision idéale du processus de passage à la démocratie participative. Cette voie idéale aurait consisté à exclure les sortants de la nouvelle arène, pour s'y retrouver entre « démocrates avérés ». Or cette solution ne pouvait pas être envisagée en Bulgarie. La dissidence était minoritaire et isolée avant 1988. Elle se situait à la fois dans les rangs de la société civile (parmi les intellectuels et les artistes essentiellement<sup>8</sup>) et du parti unique. Au sein de ce dernier, elle était en partie incarnée par des réformateurs qui voyaient dans la lourdeur de l'appareil du parti un obstacle à leur ascension politique. Une partie importante de ces réformateurs a rejoint l'UFD. Celle-ci est donc, tout comme le PSB, une organisation qui regroupe des personnalités et des visions du monde hétérogènes. Il eût d'ailleurs été difficile d'exclure de la vie publique le million d'adhérents (sur une population de neuf millions) que comptait le PCB. A ce stade, il convient d'introduire une nuance : si tous ces adhérents se caractérisent par leur lien avec le parti-État, il faut distinguer entre les personnalités politiques et la masse des fonctionnaires du régime. Ces derniers constituent une fraction « non expulsable » : ils étaient pour la plupart des exécutants et continuent à faire fonctionner la machine administrative du pays.

Une fois évacuée cette apparence de paradoxe que revêt la force du PSB, on peut s'interroger sur les contours et la réalité de l'omniprésence des « ex » sur la scène politique. De la réponse à cette interrogation, qui tout en étant concrète n'en est pas moins surchargée de sens, dépend l'évaluation de la part de rupture et de continuité dans la réémergence du « successeur » officiel et proclamé du Parti communiste.

---

<sup>6</sup> On peut distinguer entre « communistes » et « adhérents » pour souligner que l'appartenance des seconds au PCB n'est pas principalement idéologique.

<sup>7</sup> Les agrariens sont représentés par trois formations : une indépendante, actuellement alliée avec le Mouvement des droits et des libertés, une alliée avec le PSB au sein de la Gauche démocratique, la dernière est une des composantes de l'UFD.

<sup>8</sup> Leur résistance n'était pas spécifiquement politique, elle s'exprimait surtout dans des écrits tels que travaux universitaires ou oeuvres artistiques. Ainsi, Jelev avait acquis une aura de dissident parce que sa thèse de doctorat sur le fascisme avait été jugée dangereuse par les censeurs du parti (ceux-ci s'étaient rendu compte que quand on remplaçait le mot *fascisme* par le mot *communisme* le texte décrivait le régime bulgare) ; il avait alors été exclu du PCB.

Aussi convient-il d'abord de s'interroger sur l'identité de ceux qu'on nomme, par facilité de langage mais aussi parce qu'ils proviennent des structures du PCB, les « anciens communistes ». Cette dénomination n'est pas transparente, il faut sonder l'identité des « ex », analyser leurs valeurs et leurs projets.

Le qualificatif « ancien communiste » renseigne sur une appartenance passée (même pas toujours : il peut s'agir d'anciens « compagnons de route » ou de soutiens économiques du système), il ne dit rien de l'identité actuelle de ces hommes. Remarquons enfin que, même si l'on rencontre d'anciens adhérents du PCB dans tous les partis bulgares actuels, quand on parle des « ex » on désigne surtout les membres du PSB et les milieux « rouges »<sup>9</sup>. Les anciens communistes qui ont adhéré à l'UFD sont moins concernés par cette stigmatisation. A partir de 1990, beaucoup d'anciens adhérents ont essayé de remodeler leur biographie pour se doter d'un passé « propre », mais c'était compter sans l'existence des dossiers de la police politique et l'usage qu'on pouvait en faire pour briser la carrière d'un adversaire<sup>10</sup>.

Ce repérage permet également de s'interroger sur la pertinence de l'expression « ex-communiste » pour qualifier le PSB. Derrière la façade que l'organisation donne à voir, se cachent dans l'espace et le temps des sociations extrêmement différentes. Inversement, les départs et les changements de sigles, s'ils marquent des tournants, n'empêchent pas des filiations fortes de subsister masquées. Un des éléments d'entretien de la communauté partisane est un travail constant de revendication d'une identité unique et continue. S'il est clair que le PSB ne se réfère plus au credo marxiste et qu'il s'est rallié à l'économie libérale et à la démocratie participative, il faudra étudier sa position vis-à-vis de la justice sociale, de la redistribution et du rôle de l'État. Dès lors, on pourra déterminer sa position relative dans l'espace de compétition en cours de transformation. Dans la vaste gamme disponible de reclassements, fusions, scissions et changements de nom, le choix d'une opération n'est pas neutre et peut notamment viser à marquer la rupture ou, au contraire, la continuité. L'analyse du Parti socialiste bulgare serait alors un travail d'identification de la multitude d'interactions qui tendent à rester masquées derrière l'acteur collectif PSB. L'établissement de cette sorte de « carte d'identité » permettra de montrer que l'idée d'un retour du communisme (*via* le retour des anciens communistes) n'est pas pertinente. Le retour signifierait permanence de l'idéologie communiste totalitaire ; or le successeur du PCB survit plutôt en tant qu'organisation.

Au surplus, la réémergence du PSB sur la scène publique a emprunté le canal démocratique légal d'élections concurrentielles répétées. La victoire électorale de la coalition de la Gauche démocratique en décembre 1994 constitue une alternance banale. Elle ne procède ni d'élections truquées, ni d'un coup d'État : selon les études d'opinion, il semble que la principale motivation des électeurs concerne la suite des réformes économiques et non la restauration du régime communiste. Dans ce domaine, le PSB propose un projet alternatif, « un nouveau modèle de transition

---

<sup>9</sup> En Bulgarie les bulletins de vote sont en couleur : rouges pour le PSB, bleus pour l'UFD et blancs avec des traits de couleur pour les autres partis.

<sup>10</sup> C'est pour mettre fin à cette guerre des symboles que le gouvernement Kostov (UFD), en place depuis mai 1997, a décidé d'ouvrir l'accès aux dossiers et d'élaborer une loi sur la haute fonction publique.

économique » (selon son leader Jean Videnov), qu'il ne réussira d'ailleurs pas à mettre en œuvre une fois au gouvernement. Dans une période d'inquiétude sur leur avenir, beaucoup de Bulgares ont l'impression que le changement a surtout amené l'inflation, le chômage et l'insécurité. Le passé communiste est reconstruit et paré de vertus qu'une majorité de citoyens déniaient dans les années 1991-92. Les années ont passé et la mémoire a fait son travail de tri et de classement. De plus, la thérapie de choc a véritablement bouleversé la vie de nombreuses personnes et a été à l'origine d'importantes disparités sociales. Alors qu'une minorité s'est subitement enrichie par des moyens qui sont amplement commentés et rarement considérés comme honnêtes, des groupes sociaux importants — les fonctionnaires et les retraités, notamment — sont en voie de paupérisation. De plus, la coalition socialiste a bénéficié de la division de l'opposition. Son projet, qui se proclamait social-démocrate, incarnait une « respiration » dans la marche vers l'économie de marché et une transition modérée et sociale. *Last but not least*, les dirigeants socialistes ont accepté le règlement institutionnel de la crise de février 1997 et n'ont pas tenté de le remettre en cause par des voies non démocratiques.

Il convient donc d'abord d'analyser la conjoncture (la situation politique, économique et sociale et le cadre normatif qui fixe les règles du jeu politique) dans laquelle s'est déroulé ce « retour ». En Bulgarie, comme dans les autres pays de l'Est, la démocratie s'est imposée d'emblée comme l'unique mode de gouvernement acceptable. Toutefois, l'établissement du régime représentatif s'est fait de manière graduelle.

On assiste tout d'abord à une *libéralisation* du régime : le pluralisme politique et l'initiative privée sont tolérés. La *démocratisation* commence avec la reconnaissance officielle de l'opposition et la tenue des négociations de la Table ronde (janvier 1990). Cette étape aboutit à l'établissement progressif de certains principes d'organisation du pouvoir, inscrits dans la Constitution de 1991, qui garantissent l'expression de la souveraineté populaire (élections régulières et compétitives, liberté d'expression, séparation des pouvoirs, etc.). Ces principes prendront progressivement corps dans la pratique. La *consolidation* suppose à la fois qu'il existe une incertitude des résultats électoraux et que celle-ci reste circonscrite dans un cadre institutionnel.

Actuellement, il apparaît que le gouvernement représentatif est consolidé. Des indices confortent cette hypothèse : l'existence d'une alternance au pouvoir, le respect des règles légales par les acteurs politiques, l'équilibre entre les pouvoirs garantis par la nouvelle Constitution, le respect des droits et des libertés fondamentales ; et la liste n'est pas exhaustive. La démocratie existe en Bulgarie : les nombreuses crises politiques ont toutes été réglées par la voie constitutionnelle et ont été arbitrées en dernière instance par les citoyens-électeurs. Cependant, depuis 1989 aucune assemblée n'est parvenue au terme de son mandat et douze gouvernements ont dirigé le pays, sans compter les remaniements. Le suffrage universel est considéré comme le seul moyen de légitimation politique, et pourtant l'arène parlementaire est constamment contestée par la rue : le Parlement une fois constitué ne jouit pas d'une grande légitimité. Cette instabilité et cette coexistence de deux arènes politiques concurrentes rend complexe toute qualification du système politique. De ce fait, la

situation vécue est encore celle de quelque chose de transitoire, d'incertain : un *prekhod* (transition, passage). Cette incertitude rejoint d'ailleurs l'insécurité de la vie quotidienne. Le gouvernement représentatif bulgare est démocratique, il n'est pas limité par la persistance d'enclaves autoritaires héritées de l'ancien ordre. Pourtant, cette démocratie a besoin d'être « achevée ». L'absence de consensus quant à la teneur des réformes économiques et du projet de développement paraît être le principal obstacle à la « normalisation ». De plus, la persistance d'un acteur dont la loyauté est mise en doute par une partie de la population, qui le soupçonne de défendre des intérêts occultes, renforce ce sentiment d'inachèvement.

La résurgence des « ex » a parfois été interprétée en Bulgarie comme la conséquence d'un complot (c'est le « scénario kline »). Deux variantes à cette interprétation : les élections législatives de 1994 ont amené, soit le retour des communistes *et* le retour du communisme, soit le retour des communistes *qui facilitera plus tard* le retour du communisme. Cette suspicion repose sur des indices faisant apparaître que le successeur du PCB n'est pas « un parti comme les autres », néanmoins elle tend aussi à masquer d'autres éléments de son identité. Depuis 1990, le parti a renouvelé ses structures, une nouvelle génération a pris sa direction. Ces hommes nouveaux valorisent des comportements nouveaux, souvent en contradiction avec l'ancien credo.

Le PSB s'efforce de donner de lui-même une image d'alternative libérale et démocratique et se présente comme le défenseur de la Constitution. Il s'est rallié à la nécessité du rapprochement avec l'Occident et du passage à l'économie de marché, mais par des voies plus douces. D'ailleurs, il demande à adhérer à l'Internationale socialiste, ce qui favorise la modération de son discours et de ses pratiques.

Il est vrai qu'il convient de distinguer entre l'ère des promesses et celle de l'exercice du pouvoir, de janvier 1995 à décembre 1996. Le gouvernement Videnov n'est pas composé de ces « nouveaux socialistes », au contraire, il a fait réémerger sur la scène politique d'anciens dignitaires communistes. De plus, Videnov cherche à marginaliser les socialistes qui avaient acquis une indépendance vis-à-vis du parti. Le gouvernement ne tient pas ses promesses électorales. Tandis que la crise économique s'aggrave, il semble bien que la priorité de Videnov reste de reprendre le contrôle du PSB en « neutralisant » la nouvelle élite économique socialiste. Cet acharnement le prive à la fois du soutien des socialistes réformistes et des « nouveaux entrepreneurs ». Affaibli par son échec économique, lâché par les bailleurs de fonds internationaux, délégitimé par plusieurs scandales politico-financiers, Videnov perd le soutien de son parti et doit démissionner de son poste de Premier ministre et de président du PSB<sup>11</sup>. La Bulgarie se retrouve alors dans l'attente d'un nouveau gouvernement. Dans ce contexte, l'opposition, unie depuis l'élection présidentielle, propose à l'Assemblée une Déclaration de salut national et la tenue d'élections anticipées : proposition rejetée le 10 janvier par les députés socialistes. Quelques

---

<sup>11</sup> Lors du 42<sup>ème</sup> Congrès extraordinaire du PSB. En le convoquant, Videnov espérait provoquer un sursaut en sa faveur. Guéorgui Parvanov, vice-président du mouvement, lui a succédé. Cette élection a d'abord été interprétée comme un maintien officieux de la ligne Videnov, mais Parvanov s'est progressivement désolidarisé de l'ancien Premier ministre.

heures plus tard, des affrontements ont lieu entre des policiers et des manifestants venus soutenir cette initiative. A partir de ce moment, un bras-de-fer s'engage entre les manifestants, désormais soutenus et encouragés par une opposition d'abord surprise par l'ampleur de la mobilisation, et la majorité socialiste qui essaie de garder son pouvoir. Après trente-quatre jours d'agitation et de rassemblements de rue, le Parti socialiste renonce à former un nouveau gouvernement et accepte la tenue d'élections anticipées en avril 1997. Il obtient 22,17 % des voix (soit 58 sièges sur 240, contre 137 pour l'UFD ; dans la précédente assemblée le PSB, qui avait rassemblé 43,5 % des voix, avait 125 sièges).

Le communisme était un mouvement politique et un ordre social, l'échec de l'ordre a changé la signification du mouvement. De ce fait, le Parti socialiste a subi une réelle transformation. Son nouveau projet de société ne semble pas seulement être un emprunt au mode de fonctionnement de la démocratie représentative. Une nouvelle dynamique de transformation a été lancée, même si, à l'origine, il ne s'agissait peut-être que d'une tactique pour se maintenir au pouvoir. Cette organisation peut se transformer et elle a commencé à le faire. Par ailleurs, les conditions pour la restauration du communisme en tant que régime ne sont pas présentes. Ce scénario n'est pas envisageable actuellement à cause de la présence de contre-pouvoirs, comme le Président, et de l'émergence d'une société civile : les Bulgares ont progressivement acquis un habitus démocratique. Mais la ligne réformiste n'est pas soutenue par l'ensemble des fractions du parti. Simultanément on remarque la persistance d'une mythologie autour du thème de la continuité et de l'héritage. Comme le note B. Crawford, « les héritages deviennent les instruments du discours politique et des récits mobilisateurs dans le cadre de la compétition politique »<sup>12</sup>.

En somme, et c'est ce que nous allons analyser plus précisément, le PSB ne peut plus être assimilé à son ancêtre, mais reste un « parti pas comme les autres » (ce qui n'est pas synonyme de non-démocratique, ni même de déloyal). Le PSB n'est pas un parti comme les autres notamment parce qu'il cristallise des rumeurs et des craintes qui ont des effets de réalité sur la perception de la démocratie. Et cela même s'il s'agit d'éléments qu'on ne peut prouver, parce que la rumeur ne cherche pas à répondre à quelque chose qui est du domaine de la connaissance<sup>13</sup>. Le PSB n'est pas un parti comme les autres car il a dû subir une transformation profonde dans l'objectif de se maintenir sur la scène politique. Cette transformation met en œuvre deux dynamiques contradictoires : la différenciation idéologique avec l'héritage de l'ancien régime et la conversion et la relégitimation de la facette économique de cet héritage. Enfin, le PSB n'est pas un parti comme les autres parce qu'il a à gérer la difficile succession communiste.

A ce sujet, on peut dire que l'identité est fuyante et que, s'il faut résumer celle du PSB, ce serait l'ambiguïté et la volatilité. Cette ambiguïté laisse ouvert le champ des possibles. Deux événements peuvent être à l'origine d'une recomposition du paysage

---

<sup>12</sup> Beverly Crawford, Arend Lijphart, *op. cit.*, p. 176.

<sup>13</sup> Ici, la rumeur sera assimilée à une information qui a une existence propre et qui ne doit pas être analysée comme « vraie » ou « fausse », comme « exacte » ou « mensongère », par rapport aux faits. Elle est considérée comme un mythe et non pas comme une mystification.



politique bulgare et favoriser une meilleure identification du PSB. Le prochain congrès du PSB se tiendra en mai 1998. Jusqu'à présent, les congrès ont été des moments consensuels par excellence, où l'unité du parti était toujours réaffirmée. Cependant, les divisions sont aujourd'hui trop profondes et certains intérêts présents au sein du PSB sont de plus en plus difficiles à concilier. De plus, l'ampleur des échecs récents du Parti socialiste (à la présidentielle et aux législatives anticipées) va peut-être accélérer la volonté de conquête d'un nouvel électorat. Enfin, l'Internationale socialiste a promis de considérer avec attention la candidature bulgare si les organisations qui se réclament de la social-démocratie acceptent de s'unir. Or l'unification du PSB avec des organisations comme l'Eurogauche, dirigée par des transfuges du PSB peu convaincus de la volonté de ce dernier d'adhérer à la social-démocratie, et le Parti social-démocrate, qui est une composante du grand rival l'UFD, est loin d'aller de soi et impliquerait elle aussi une difficile révision de son identité.

## I - L'identité fluctuante du Parti socialiste bulgare

Pour comprendre ce qu'est le PSB et quels sont les processus qui s'y déroulent, il faut remonter à la période qui précède la « Révolution de velours » : au socialisme « réel » ou « tardif ». Pour le PSB, la rupture de 1989 se traduit par l'officialisation d'éléments présents avant cette rupture symbolique. Ainsi, au moment où les socialistes se rallient à l'économie de marché, l'organisation renferme déjà en son sein des membres qui ont une culture économique et des motivations « capitalistes ». Cette nouvelle élite émerge à partir du début des années 1980 grâce au capitalisme d'État mis en place par l'équipe de Jivkov et au développement de réseaux qui se superposent aux structures existantes et compensent leur inefficacité. Le nouveau Parti socialiste héritera d'une élite qui n'est déjà plus homogène : en son sein cohabitent des communistes de la première heure, marqués par les souvenirs de la Résistance et surnommés « les combattants actifs », des hommes d'appareil qui ont gravi tous les échelons bureaucratiques du parti et des experts polyglottes, initiés au commerce international ou au marketing. Après les changements politiques, le Parti socialiste bulgare réussit à sauvegarder son unité en autorisant ces différentes cultures à s'exprimer : de ce point de vue, le parti « successeur » est bien *différent* de l'ancien parti unique. Pourtant il est impossible de dire qu'il a complètement rompu avec ses racines et qu'il a su imposer une identité propre. Sept ans après, on peut avancer que *la stratégie de survie dans l'unité* qui a été adoptée au début de la transition bloque actuellement le processus de différenciation et d'identification politique et idéologique du PSB, alors que par ailleurs on constate que la distance s'élargit entre une base sociale passive et des élites en lutte pour le contrôle du parti.

Le 15 janvier 1990, l'Assemblée nationale abolit l'article de la Constitution qui stipulait que le Parti communiste exerçait le monopole du pouvoir : cette mesure marque symboliquement l'enterrement de la « République populaire de Bulgarie ». La remise en cause du rôle dirigeant du Parti communiste bulgare ouvre l'ère de la compétition politique, l'ancien parti unique doit désormais se mesurer à la concurrence des organisations nouvellement créées et des « partis historiques »<sup>14</sup>. Dès lors deux scénarios sont envisageables : légitimer l'aile réformiste du PSB au sein d'une structure politique et idéologique qualitativement nouvelle, ou bien tenter de sauvegarder le parti en l'état, en tant qu'organisation unie et stable, pour garantir la prévisibilité de la transition. C'est la seconde solution, associée à la figure emblématique d'Alexandre Lilov, qui sera adoptée. La stratégie du changement idéologique dans la continuité organisationnelle est officialisée en février 1990 au cours du 14<sup>e</sup> Congrès extraordinaire du parti communiste, qui se donne pour tâche de devenir une opposition politique. Cette option implique au moins de se défaire des communistes les plus controversés et d'adopter une nouvelle idéologie pour se démarquer de la ligne du PCB.

Dès leur arrivée à la direction du parti, les socialistes réformateurs mettent en œuvre une politique d'auto-épuration visant à éloigner des instances dirigeantes plusieurs anciens dirigeants et ministres réputés pour leur hostilité à toute réforme. La plupart de ces apparatchiks quittent alors la scène politique, certains se reconvertissent dans les affaires. Parallèlement, le Parti socialiste réintègre en son sein les dissidents exclus par Jivkov. Cette stratégie n'arrête pas l'hémorragie de cadres qui, pour la plupart, rejoignent l'Union des forces démocratiques. Mais elle permet à la fois de se démarquer de l'ancien régime et d'établir une certaine version de sa défaite : les changements de 1989 marquent l'échec d'une « forme particulière du socialisme », le « jivkovisme »<sup>15</sup>. Cette version permet de focaliser les sentiments hostiles sur l'ancien secrétaire général du Parti communiste. Plusieurs jeunes leaders socialistes, promus grâce à cette épuration, ont ainsi déclaré qu'ils ne se sentaient pas liés au passé du parti, auquel ils n'avaient pas participé, et qu'ils n'avaient pas à se justifier de dérives dont ils n'étaient pas responsables<sup>16</sup>.

Depuis cette vague d'épuration, il n'y a pas eu d'autres exclusions importantes. Ainsi, après l'échec du « retour » au pouvoir, ni Jean Videnov, ancien Premier ministre et président du parti, ni Krassimir Prémianov, ancien président du groupe de la Gauche démocratique au Parlement, considérés comme les principaux responsables de l'état économique du pays, de la chute du gouvernement en 1996 et de la crise interne au PSB, de surcroît mis en cause par la justice dans des « affaires », n'ont été exclus, malgré les demandes de plusieurs organisations locales<sup>17</sup>. Le nouveau président du

---

<sup>14</sup> Partis éliminés de la vie politique en 1947. Leurs leaders ont été décimés lors des grandes purges des années 1950. Seule la fraction communiste des agrariens, devenue partenaire du PCB, a été maintenue après 1947, mais comme parti satellite. Actuellement le mouvement agrarien est divisé.

<sup>15</sup> C'est le Programme du PSB (1994) qui fera la synthèse de la position officielle du parti sur le passé communiste.

<sup>16</sup> Cités par *Libération*, 19/12/1994.

<sup>17</sup> Plus de 20 organisations locales du parti ont exigé la démission de Videnov. Elles l'accusent d'avoir violé l'art. 19 des statuts qui stipule que chaque membre du parti doit agir en faveur de la consolidation de

parti Parvanov a déclaré qu'une organisation démocratique comme le PSB ne chasse pas ses membres. Toutefois, ils ont été écartés du comité chargé de préparer la campagne pour les législatives anticipées de 1997 et surtout d'établir les listes de candidats soutenus par les socialistes. Ils ne sont pas députés mais ils prennent toujours activement part aux débats internes. Au mois de juillet 1997 le bruit a couru que Videnov voulait fonder son propre parti. Cela a été démenti par un de ses proches, qui a accusé le quotidien du PSB, *Douma*, d'être à l'origine de la rumeur<sup>18</sup>. En fait, Videnov a créé, avec plusieurs anciens ministres de son gouvernement et des représentants notoires de l'aile conservatrice du PSB, une fondation dénommée Valeurs sociales européennes et se propose de lancer un quotidien. Sous l'égide de sa fondation, Videnov et ses amis organisent des séminaires<sup>19</sup> et animent des groupes de réflexion sur la politique de la gauche. L'unité est ainsi sauvée. Cependant la direction du PSB s'inquiète de l'émergence de cette structure concurrente qui lui échappe totalement (contrairement aux courants autorisés au sein du parti) et qui peut constituer le noyau central d'une future formation rivale.

#### *Au nom de la survie : l'unité*

Ainsi le premier Congrès du PSB (juillet 1990) entérine « la stratégie Lilov » qui continue à guider la direction du Parti socialiste. Alexandre Lilov a eu des responsabilités au sein des plus hautes instances du PCB (Comité central et Bureau politique) et a été son idéologue jusqu'à son exclusion en 1983 par Jivkov. En décembre 1989 il est réhabilité et, deux mois plus tard, il est élu à la tête du parti rénové, avant de laisser la place, en 1991, à Videnov. Depuis, il dirige le Centre d'études stratégiques du parti, d'où son surnom de « stratège ».

La stratégie consiste à sauvegarder l'unité du parti pour protéger ses membres d'une épuration (« décommunisation ») éventuelle en cas de victoire de l'UFD aux élections (le PSB continue à brandir l'épouvantail du « coup de balai » et du « revanchisme bleu » dès qu'il se sent menacé<sup>20</sup>) et donc à assurer le maintien du PSB sur la scène politique bulgare. Pour rendre cette unité attractive, la nouvelle direction supprime certaines contraintes et réduit la discipline interne : dès 1990, elle permet aux membres du parti de s'enrichir en leur attribuant un rôle dans le nouveau secteur privé<sup>21</sup> et renonce à imposer un cadre idéologique unique.

En effet, avec la disparition du monopole politique et l'acceptation de l'alternance, le

---

la démocratie interne, de l'unité et de la légalité. Or, selon ces organisations, l'ancien leader du PSB est responsable de la faillite du parti et de l'État. De même des intellectuels socialistes ont exigé son exclusion du Haut conseil. *Standart*, 20/2/1997.

<sup>18</sup> *Kapital*, 7-13/7/1997 et *Kontinent*, 29/7/1997.

<sup>19</sup> Videnov est intervenu lors d'un séminaire organisé par les Jeunes socialistes sur le thème de la lutte contre le chômage et de la globalisation de l'économie. *Standart*, 4/7/1997.

<sup>20</sup> Voir par exemple la plate-forme électorale de 1997.

<sup>21</sup> Entretiens avec Iskra Baeva, membre du Bureau exécutif du PSB et rédactrice en chef de *Novo vreme* (la revue théorique du parti), 6 et 21 février 1997.

« patrimoine » du PSB est dévalué. Les bâtisseurs de la société communiste avaient condamné la possession de ressources économiques et fait de l'ancienne bourgeoisie un ennemi de classe, ils avaient promu la possession de ressources d'un autre type (l'appartenance au parti et les portes qu'elle ouvre), dont le PSB hérite. Avec l'instauration du multipartisme, ces ressources sont dévaluées et deviennent même gênantes, et ceux qui le peuvent s'éloignent de l'ancien parti unique. C'est pour compenser cette dévaluation que le PSB permet à ses membres de transformer leurs ressources politiques en ressources économiques.

La tolérance du pluralisme d'idées permet à la fois de rompre avec le dogmatisme de la période précédente et d'organiser la cohabitation de personnalités très différentes afin d'éviter toute défection. De plus elle donne du poids à la prétention du PSB de représenter tout le peuple bulgare. Ce renoncement, ou plutôt ce report de l'identification du Parti socialiste, est justifié dans les textes du parti par l'ampleur des changements et la complexité de la réflexion sur le passé. Par ailleurs, le PSB a remporté les élections à la Constituante : pour gouverner, le parti avait besoin de rester uni.

Ainsi, le Parti communiste bulgare n'a jamais été dissous. En avril 1990, il adopte officiellement un nouveau nom sur la base d'un référendum interne au parti : 86,71 % des membres se prononcent en faveur du label « Parti *socialiste* bulgare ». La justice, qui a dû se prononcer sur la « légitimité » de l'enregistrement de ce parti<sup>22</sup>, a statué que le PSB est un parti légal et « héritier » de l'ancien parti-État. La solution de la continuité permet effectivement d'assurer la survie du parti — au cours de la Table ronde, l'UFD avait pris l'engagement de ne pas remettre en cause l'existence de celui-ci. L'adhésion au parti successeur a donc été reconduite automatiquement sans consulter la base sur la nouvelle ligne. Quant à l'ampleur des défections (en 1996, on estime à 300 000 au maximum le nombre d'adhérents, contre 984 000 avant 1989<sup>23</sup>), elle doit être nuancée car, avant 1989, l'adhésion permettait un accès privilégié aux études supérieures (système de quotas) et aux postes les plus prisés et une attribution prioritaire des biens déficitaires (logement, véhicule personnel), notamment.

Ce maintien de l'unité permet au PSB de revendiquer une continuité organisationnelle depuis le 2 août 1891, année de la création du Parti social-démocrate bulgare par Dimitar Blagoev, qui s'est ensuite scindé en un socialisme réformiste et un socialisme prolétarien ; ce dernier donnera naissance, après l'adhésion au Komintern en 1919, au Parti communiste bulgare. Cette revendication est affirmée dans l'article 5 des statuts du parti fixant sa fête annuelle à la date du 2 août, « date de sa création en 1891 »<sup>24</sup> et dans son programme d'action. Pour marquer cette filiation, le PSB adopte une numérotation de ses congrès remontant à 1891 : en 1990, ce n'est pas le 1<sup>er</sup>, ni le 15<sup>ème</sup> (selon la numérotation du Parti communiste), mais le 39<sup>ème</sup> Congrès qui approuve les nouveaux objectifs du parti : sa transformation en « parti moderne du socialisme démocratique ». A l'instar des « partis historiques », le Parti socialiste peut ainsi se

<sup>22</sup> A la demande du Congrès libéral (petite organisation d'extrême-droite).

<sup>23</sup> Selon les sources (académiques et internes au PSB), le nombre d'adhérents actuels varie entre 200 000 et 300 000.

<sup>24</sup> Statuts du Parti socialiste bulgare, 1994, p. 4. (en bulgare).

réclamer de racines centenaires. Mais contrairement à ceux-ci, il peut, en plus, se targuer d'avoir existé sans interruption depuis sa création. Cette histoire longue offre un réservoir d'événements pour alimenter le récit et l'identité socialistes. Une enquête réalisée en octobre 1993 par le Centre pour les stratégies libérales conclut que les deux principales forces politiques bulgares s'identifient à des cultures séparées. La culture « rouge » mobilise des valeurs et un souvenir du passé dans lesquels la mémoire du fascisme joue un rôle crucial<sup>25</sup>. Cette cohérence permet au parti de compter sur des électeurs fidèles, dont les familles sont souvent liées à la Résistance. Le noyau électoral du PSB atteint 1 million de citoyens. Ce sont des personnes âgées, la majorité est déjà à la retraite, n'a pas fait d'études supérieures, et vit en milieu rural<sup>26</sup>. Ces références à la lutte antifasciste et à la période de modernisation et d'industrialisation du pays ne répondent pas aux préoccupations des jeunes et ne peuvent pas constituer une marque identitaire pour eux. De ce fait, le discours du PSB contribue à perpétuer le clivage qui prédominait avant 1989 entre communistes et anticommunistes. Il ne parvient pas à attirer et à fidéliser un électorat jeune et citadin.

De même, lors du premier congrès organisé après les changements, la direction du Parti évite une scission en intégrant en son sein des cadres connus pour leurs critiques envers le régime de Jivkov : notamment Tchavdar Kyouranov, Petar-Emil Mitev, Stefan Prodev. Elle réussit à les convaincre de se rallier au scénario de la continuité organisationnelle, alors que certains souhaitaient la création d'un nouveau parti afin de marquer plus clairement la rupture avec le passé. L'existence de tendances est inscrite dans les statuts<sup>27</sup> puis dans le programme du parti. Deux «mouvements d'idées» sont officiellement reconnus : l'un est social-démocrate et l'autre marxiste. Le premier est représenté par trois principaux courants : l'Union pour la démocratie sociale (UDS) de Tchavdar Kyouranov, l'Union socialiste alternative de Valentin Vatshev et La Voie vers l'Europe de Miroslav Popov et Petar-Emil Mitev. Le second est animé par la Plate-forme marxiste de Mintcho Mintchev et l'Union antifasciste de Velko Valkanov. Deux courants ont une activité plus intense et une réelle force de proposition, il s'agit de l'Union pour la démocratie sociale et de la Plate-forme marxiste : ils proposent des motions au cours des congrès et ont des représentants dans les instances dirigeantes. Jusqu'à présent aucun courant n'a réussi à s'imposer (même si l'idéal social-démocrate est adopté par des textes du parti). Chaque courant dispose de la possibilité de dire son identité et sa différence. Ses animateurs peuvent même exprimer publiquement des critiques vis-à-vis de la direction du parti ou du gouvernement qui en est issu. Cependant, dans la plupart des cas, ces prises de position demeurent sans aucune traduction dans les faits. Ainsi, en 1996, plusieurs membres de l'UDS ont exigé en vain une nouvelle politique et un nouveau gouvernement et, au lendemain de l'élection présidentielle, 19 socialistes ont signé un appel en faveur de la démission du

---

<sup>25</sup> Ivan Krastev, « Party structure and party perspective in Bulgaria », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol. 13, n°1, mars 1997, pp. 91-106.

<sup>26</sup> Enquête réalisée par Gallup à l'occasion des dernières élections : 62,4 % des électeurs du PSB ont plus de 50 ans et 7,3 % entre 18 et 30 ans. *Séga*, 24-30/4/1997 et 8-14/5/1997.

<sup>27</sup> Article 8 : « Des mouvements d'idées, courants, plates-formes et unions peuvent librement être créés au sein du PSB. Ils disposent d'une voix consultative. »

gouvernement Videnov, également sans résultat. La direction du parti n'a pas blâmé ces initiatives, qui n'avaient aucune chance arithmétique de s'imposer lors d'un vote du Haut conseil. Quelques mois plus tard, après la confirmation de l'échec du gouvernement Videnov et face à l'immobilisme persistant de la direction issue du 42<sup>ème</sup> Congrès (décembre 1996), dix membres du PSB, tous des jeunes réformateurs, ont quitté le parti pour participer à la création de l'Eurogauche. Ils ont ainsi rejoint Alexandre Tomov, le leader de l'Alliance civique pour la République (autour de laquelle allait se créer l'Eurogauche) et ancien membre du courant Union pour la démocratie sociale de Kyouranov, qui avait quitté le PSB en 1993. Ces défections sont une réelle perte pour le Parti socialiste. En particulier, parmi les partants se trouvent Filip Bokov et Elena Poptodorova, qui menaient les négociations avec l'Internationale socialiste<sup>28</sup>. Depuis, l'Eurogauche et le PSB essayent, chacun de son côté, de convaincre l'Internationale de les accueillir. L'Eurogauche semble mieux placée pour animer une future formation social-démocrate unie : dès sa création, elle a tenu à s'identifier clairement et mène actuellement des discussions avec d'autres partis de gauche pour créer un rassemblement social-démocrate. Les militants des courants marxistes ne se privent pas non plus de ce droit de critique : Mintchev et Valkanov ont qualifié de « trahison » la décision conciliante prise par Parvanov et Dobrev, pour mettre fin à la crise de février 1997, d'accepter des élections anticipées<sup>29</sup>.

En fait la cohabitation sans heurts de tendances si incompatibles est due à l'habileté des leaders successifs du parti, qui ont réussi à imposer un équilibre en donnant l'impression de céder un peu d'influence à chaque courant. Ainsi, alors que Videnov a officiellement déclaré que « la social-démocratie sera la base de la nouvelle politique »<sup>30</sup>, le marxisme n'a jamais été clairement rejeté. De même, les entrepreneurs sont inclus dans la définition de la base sociale du parti, mais les campagnes du PSB s'adressent en priorité aux plus défavorisés. Parvanov s'est aussi prononcé en faveur d'une social-démocratisation du PSB, provoquant l'incompréhension aussi bien de la base que des intellectuels du parti qui s'interrogent sur l'opportunité de cette identification au moment où l'Eurogauche semble incarner l'idéal social-démocrate.

### *Du socialisme réel au socialisme démocratique*

L'adhésion à la social-démocratie est d'autant plus mal perçue que le PSB revendique d'autres idéaux et notamment le « *socialisme démocratique* » conçu par Lilov. En effet, la « stratégie Lilov » repose sur l'adoption d'un principe qui permette le syncrétisme des différentes tendances. Or, en dépit de l'intense activité normative qui se déroule depuis sept ans au sein du PSB et qui a donné lieu à l'adoption de plusieurs manifestes et plates-formes, le sens de ce nouvel idéal reste toujours vague. Même le programme d'action du parti, élaboré par le Centre d'études stratégiques de Lilov et

<sup>28</sup> Entretiens cités avec Iskra Baeva.

<sup>29</sup> *Standart*, 10/2/1997.

<sup>30</sup> Jean Videnov, « La ligne politique du PSB », discours prononcé lors du 41<sup>ème</sup> Congrès, juin 1994, pp. 13 et 21 (en bulgare).

adopté au cours du 41<sup>ème</sup> Congrès (mai 1994) reste très général et évasif sur ce sujet. Ce long document au ton résolument moderniste fixe les objectifs et les moyens du parti dans le « nouveau contexte postindustriel de transformations globales ». Il affirme son identité sociale et idéologique : un parti de gauche qui lutte pour la défense des intérêts des pauvres et des couches moyennes par des voies et des moyens démocratiques. Le document opère aussi une « démarcation avec les erreurs du socialisme autoritaire » considéré comme une « forme concrète du socialisme qui a échoué » tout en n'abandonnant pas ses racines marxistes. Ce programme donne un cadre de référence vague — la paix, la démocratie, le bien-être, la justice sociale.

Une étude croisée de plusieurs textes du PSB permet toutefois d'esquisser les contours du nouvel idéal. Le socialisme démocratique se présente d'abord comme l'antithèse du « socialisme autoritaire » qui est stigmatisé dans les publications du parti. La définition du nouveau concept clé découle directement de l'affirmation que « les socialistes sont avant tout des démocrates »<sup>31</sup> ; aussi se réclament-ils des valeurs démocratiques de liberté, de justice et de solidarité. Ce concept permet aussi d'établir une filiation avec le mouvement socialiste occidental. Un rapport préparatoire au 41<sup>ème</sup> Congrès<sup>32</sup> révèle que la notion a été empruntée à l'Internationale socialiste et plus précisément à son programme pour la période 1951-1986, intitulé « Objectifs et devoirs du socialisme démocratique » : le socialisme démocratique y est défini comme l'alternative au capitalisme et au communisme et comme une société dans laquelle doivent être réalisés les principes de la démocratie politique, économique et sociale. En somme le socialisme démocratique est le socialisme de la gauche européenne. Comme les partis socialistes occidentaux sont divers (socialistes, sociaux-démocrates, travaillistes), cette revendication ne nous renseigne pas concrètement sur les politiques préconisées par ce projet. Ce concept ne permet pas non plus de conclure que le PSB adhère aux valeurs de la social-démocratie<sup>33</sup>. Non seulement les plates-formes électorales du PSB ne sont guère explicites sur le « socialisme démocratique », mais elles l'ont très vite oublié. Celle de 1990 l'introduit et le définit comme synthèse de la démocratie et du socialisme alors que, dans celle de 1991, le terme est remplacé par tout un glossaire social-démocrate : État providence, économie sociale de marché, avec une forte insistance sur le rôle d'un État nettement interventionniste. Dans les plates-formes de 1994 et de 1997, le terme « socialisme démocratique » reste absent.

Le principal mérite du concept clé de socialisme démocratique est de réaliser une synthèse entre le passé et l'avenir à travers « l'alliance de deux grandes idées, la démocratie et le socialisme » et de représenter de ce fait une décision consensuelle par excellence. Ce concept ne se confond pas avec la social-démocratie et le réformisme. Ainsi, il ne suscite pas l'hostilité de l'électorat socialiste qui est plutôt conservateur. Enfin, avant l'émergence de l'Eurogauche, l'aspect flou n'était pas un

---

<sup>31</sup> « Programme du PSB. Des temps nouveaux, une nouvelle Bulgarie, un nouveau PSB », 1994 (en bulgare).

<sup>32</sup> « Contributions au débat d'idées au sein du Parti socialiste bulgare », Sofia, Centre d'analyse historique et politique du Haut conseil du PSB, 1994 (223 p.), pp. 4-5 (en bulgare).

<sup>33</sup> L'étude des anciens partis communistes tend à distinguer des partis sociaux-démocrates (partis hongrois, polonais...) et des partis néo-communistes (parti roumain par exemple).

handicap car les socialistes n'avaient pas de concurrents réels à gauche. Ils n'étaient donc pas incités à modifier leur place sur l'échiquier politique : ils revendiquaient tout l'espace politique à gauche de l'UFD.

Ainsi, dans un premier temps, le PSB survit essentiellement en tant qu'organisation. La continuité juridique lui permet de transférer les actifs et de bénéficier des ressources et des structures existantes. Le parti hérite d'une structure opérationnelle et d'organisations locales efficaces et nombreuses (10 000). Cet atout est considérable ; les autres forces ont eu des difficultés pour créer et faire fonctionner leurs relais locaux, seule l'UFD est bien implantée, mais surtout dans les villes. Le Parti socialiste bénéficie de l'appui de quatre organisations de jeunes, sans compter l'ex-Komsomol, devenu Jeunesse démocratique locale. Pour compléter ce réseau socialiste, il faut également citer les fondations, unions professionnelles, clubs, journaux et maisons d'édition qui sont des lieux de discussion et de diffusion. Les clubs locaux du PSB, véritables lieux de sociabilité dans les communes de province, jouent un rôle essentiel dans le maintien de la mobilisation d'un noyau d'électeurs fidèles. Les Forums de discussion, quant à eux, tentent d'attirer les actifs et les nouvelles élites économiques et intellectuelles en montrant une image dynamique du PSB. « Les clubs sont une structure vivace et créatrice du PSB, où se concentre un capital créatif considérable mais sous-utilisé », affirme ainsi Maxim Mizov, chercheur au Centre d'analyse historique et politique du PSB<sup>34</sup>. La plupart des partis politiques bulgares s'appuient sur ce type de structures, mais celles du PSB sont plus nombreuses et bénéficient de ressources plus larges, ce qui lui permet notamment de diffuser de la littérature militante à des prix défiant toute concurrence.

Ainsi les coûts engendrés par la fin du monopole du pouvoir doivent être rapportés à l'avantage que le PSB peut en retirer. Sa nouvelle identité lui permet de se désolidariser de ses membres les plus « durs » et, par ce biais, de crédibiliser l'organisation. Cependant, si cette stratégie a été porteuse dans un premier temps, elle paraît être à l'origine de l'essoufflement actuel du parti. En effet, ce dernier n'a pas réussi à convaincre qu'il représente une communauté de gens qui partagent les mêmes idées : les divisions sont trop grandes et trop visibles. Et la volonté de concilier tous les courants bloque l'adoption d'une identité claire : les labels « gauche moderne et démocratique », « parti en rénovation », « socialisme démocratique » sont trop vagues pour susciter l'adhésion d'un nouvel électorat. Devenu à l'occasion des élections de 1994 un parti attrape-tout, le PSB s'est aujourd'hui replié sur son noyau traditionnel : les retraités et les ruraux. Les classes moyennes et les fonctionnaires, attirés par le programme social de la « gauche démocratique », se sont éloignés d'un parti dont le gouvernement a aggravé la crise économique. Le PSB s'est distingué au début de la transition par sa capacité à évoluer, à s'adapter aux temps nouveaux puis il s'est recroquevillé sur l'avantage acquis et a été dominé par les forces de la conservation, du *statu quo* et de l'inertie.

Au plénum de juin 1997, Parvanov a pris l'initiative en annonçant l'échec de la conception de « gauche moderne ». Selon lui, il faut désormais établir clairement que

---

<sup>34</sup> *Novo vreme*, 1996, vol. 71, n° 1, pp. 107-110.



le PSB est un parti de gauche qui véhicule des idées social-démocrates. Il a déclaré que sa priorité irait à l'accélération de la rénovation du PSB. Ces propositions marquent-elles l'abandon de la stratégie Lilov et le début d'un processus de renouveau ? Il est difficile de se prononcer mais il est certain que la nouvelle ligne ne fait pas l'unanimité : Mintchev a insisté sur la priorité à donner à l'unité du mouvement<sup>35</sup>.

La transformation du Parti socialiste bulgare a joué un rôle certain dans sa légitimation politique, ce qui n'implique pas que c'est précisément cet aspect de son offre politique qui a séduit son électorat.

## II - Le « paradoxe de Walesa »

Pour comprendre les comportements politiques dans la Bulgarie actuelle il est nécessaire d'opérer un retour sur ceux qui avaient cours sous le régime précédent : les élections étaient alors des scrutins « dans lesquels les électeurs ne sont pas en mesure d'écartier les dirigeants qui leur sont proposés par le pouvoir »<sup>36</sup>. Dans ces circonstances, la seule marge de liberté dont dispose l'électeur consiste à ne pas voter ou à voter blanc ou nul. Mais cet acte n'a aucun effet sur l'issue du scrutin car celui-ci n'a d'autre fin que de solenniser par le vote des décisions déjà approuvées au sommet de la hiérarchie du parti. Dans les vieilles démocraties, le vote est aussi une réponse à une « injonction étatique », mais le choix (même borné par un éventail de possibilités préétabli) subsiste, alors que le monopole du pouvoir et des ressources politiques et sociales libérait l'élu communiste de la dépendance qui lie le candidat à l'électeur. Le candidat du Parti communiste n'avait pas vraiment besoin de bulletins en sa faveur pour accéder ou pour rester au pouvoir.

Ces élections sans choix ont cependant été maintenues. Le parti-État n'a pas renoncé à l'élection comme mode de légitimation. La pratique de ces « élections pas comme les autres » a permis aux Bulgares de faire l'apprentissage de ce rite ; il reste à le retraduire. En effet, le monde social ne se construit pas *ex nihilo* et l'électeur bulgare se compose son idée du suffrage populaire et de la démocratie participative en puisant dans le stock d'informations dont il dispose. La participation était très élevée aux premières élections libres et même si, depuis 1994, elle est en baisse, on n'assiste pas au développement de mouvements qui rejettent le système.

Le second élément sur lequel il convient de revenir concerne l'appartenance au parti unique. Le Parti communiste bulgare comptait presque un million d'adhérents sur une population de neuf millions. Cette donnée doit être ramenée à sa juste proportion. En effet l'adhésion à une organisation politique n'est jamais un acte transparent : derrière une même pratique, matérialisée par le fait de « prendre sa carte », sont masquées

---

<sup>35</sup> *Douma*, 16/6/1997.

<sup>36</sup> Guy Hermet, *Des élections pas comme les autres*, Paris, Presses de la FNSP, 1978, p. 15.

une multitude de motivations. En reprenant des catégories spontanées ou des statuts officiels qui ne rendent compte ni des trajectoires ni du contexte dans lequel se développent les identités, ni même de la multipositionnalité des acteurs, on risque de ne pas voir la complexité sociale qui se cache derrière l'apparence monolithique du régime. De plus, dans un système qui n'autorise et ne promeut qu'une seule appartenance, cette dernière revêt une portée plus intense, puisqu'elle incite à opérer une distinction entre les membres de cette communauté et les autres. Cette division du monde est simplificatrice parce qu'elle homogénéise une série d'actes individuels qu'elle met en équivalence. Ainsi, pour une partie des adhérents, la fin du monopole communiste a entraîné l'obsolescence des liens avec le parti unique ; beaucoup ont (re)trouvé leur liberté de vote et de participation politique. En somme, l'appartenance passée au PCB ne se traduit pas automatiquement par un vote pour le PSB.

### *Une offre nostalgique ?*

En ce qui concerne l'offre électorale du PSB, l'étude des programmes de 1990, 1991, 1994 et 1997 permet de dégager quelques traits dominants. Le PSB privilégie deux thèmes — le social et la sécurité. La justice sociale et l'équité sont des thèmes récurrents. Dans tous les programmes le Parti socialiste promet de défendre les plus faibles en leur assurant un revenu minimum et l'accès gratuit aux soins et à l'instruction. L'instrument de cette politique est, selon les textes, l'État régulateur ou interventionniste. L'analyse des programmes électoraux depuis 1990 confirme que le PSB s'est rallié à des thèmes sociaux-démocrates. Les plates-formes reconnaissent la nécessité de la coexistence d'un secteur privé et d'un secteur public ; elles sont favorables à l'instauration de l'économie de marché mais s'engagent à modérer son coût social. L'initiative privée n'est ni rejetée, ni condamnée, elle est parfois encouragée et considérée de manière positive. En 1991, le texte met en valeur le travail, l'esprit d'entreprise et le talent ; en 1994, il est précisé que les revenus du travail et de l'entreprise ne seront pas limités ; en 1997, dans la rubrique « droit au travail et défense des revenus », sont évoquées les difficultés des « managers » face au « racket » et aux « pressions politiques », et la notion « d'entrepreneur consciencieux » est introduite (Videnov avait introduit celle de « capital responsable et patriote »). On se rapproche timidement de l'entrepreneur tout en stigmatisant la figure du « nouveau riche spéculateur » (1991), du « rentier » (1994) ou du « millionnaire à crédit » (1997).

Le ton des programmes est plutôt pragmatique, en 1991 le texte affirme : « Nous n'avons pas besoin de promesses creuses mais de réalisme » ; en 1994 le PSB se présente comme le « parti du réalisme » ; et, en 1997, le texte de la plate-forme est bref et modeste, autour du slogan « l'alternative raisonnable ». Le ton vigoureux revient cependant quand il s'agit de stigmatiser les « bleus », présentés comme des incapables et des revanchards.

Jusqu'aux élections de 1994, on note également la récurrence de l'usage du passé

(de l'ancien régime) comme souvenir de temps plus sûrs et plus prospères. Cependant, il ne faut pas confondre cet usage avec une volonté de restauration du régime communiste. Dès les élections de 1990, la rupture est consommée. La nouvelle Constitution, élaborée par la majorité socialiste, est la norme à laquelle se réfèrent toutes les plates-formes. Le Parti socialiste souligne constamment son adhésion au nouveau système politique et met en valeur son rôle dans son établissement, sa stabilisation et le maintien de la paix sociale. Le passé est présent en filigrane, comme référence servant à l'évaluation des temps présents et à la comparaison. Ainsi, « La Bulgarie est aujourd'hui radicalement différente. Les changements continuent. [...] En un an nous sommes devenus plus libres, plus indépendants d'esprit et plus ingénieux ; nous avons acquis l'esprit d'initiative et d'entreprise » (plate-forme de 1991). Ces affirmations sont énoncées sur le mode du constat. Si elles marquent bien la différence avec le passé, aucune référence n'est faite à l'essence du système totalitaire. Les programmes électoraux du PSB ne se réclament pas, même implicitement, de ce passé, mais ils ne s'en démarquent pas explicitement non plus. Le passé est affecté d'une dimension positive : avec les changements, nous sommes devenus « plus pauvres » et « le fléau du chômage a resurgi ». Là encore, la référence à l'ancien régime est implicite et surtout le texte de 1991 constate que « l'établissement de l'économie de marché se fait dans des conditions difficiles », parmi lesquelles les « conséquences du totalitarisme », qui sont mises sur le même plan que la crise de l'énergie. Le programme met plutôt l'accent sur l'orientation erronée choisie par « l'équipe économique du gouvernement » (de coalition) : ce choix a « aggravé les conséquences sociales et économiques de la crise » parce qu'il est en totale inadéquation avec les conditions économiques réelles du pays. Par ailleurs, toujours selon la plate-forme de 1991, il existait une voie alternative, proposée par le PSB, de sortie en souplesse de la crise, mais le gouvernement l'a rejetée.

Ces exemples montrent comment le tri s'opère. En l'occurrence, il permet d'occulter les dérives du passé pour magnifier la paix sociale, l'État providence et la sécurité, offrant ainsi une véritable « amnésie libératrice ». Cependant cette présentation positive de l'héritage n'implique pas la proposition d'un projet de société nostalgique ou passéiste. Les dirigeants socialistes savent qu'avant d'établir une économie sociale ils doivent établir une économie de marché. Or, dans ce domaine, les stratèges du PSB se heurtent à un dilemme : comment concilier les intérêts des nomenklaturas économiques avec la demande sociale de leur électorat ? Alors que le PSB se présente aujourd'hui, sans vouloir choisir, comme le défenseur des perdants de l'économie de marché et comme celui des entrepreneurs, il n'a pas encore résolu la contradiction entre ces deux soutiens. Comme le notait avec humour le rédacteur en chef du quotidien du Parti socialiste *Douma*, son parti doit séduire à la fois les « mémés rouges » et les « téléphones mobiles rouges »<sup>37</sup>. La tâche n'est pas aisée :

---

<sup>37</sup> Le « mobiphone » est le symbole des nouveaux riches et surtout des nouveaux « businessmen » issus des anciennes nomenklaturas et des services de la sécurité intérieure. Les « mémés rouges » sont le symbole des retraités qui votent PSB et qui regrettent la sécurité matérielle que leur offrait l'ancien régime. Leur nom leur a été donné à la suite de leur mobilisation en faveur des anciens apparatchiks (dont A. Loukanov) emprisonnés dans l'attente de leur procès pour corruption. Elles avaient organisé un

les premiers sont les grands perdants de la libéralisation économique alors que les seconds en sont les principaux bénéficiaires. Au cours de la campagne électorale de 1994, le Parti socialiste a surtout insisté sur la défense des retraités, des chômeurs et des classes moyennes. Cette stratégie lui a apporté la victoire — mais c'est une victoire remportée dans le cadre du « paradoxe de Walesa » (c'est parce que les gens sont sûrs que le communisme est mort qu'ils n'ont plus peur de voter pour les communistes). Puis, comme l'ont montré les résultats des élections de 1997, l'incapacité à tenir les promesses a jeté un doute sur la capacité du Parti socialiste à incarner une alternative sociale.

Depuis cet échec, certains leaders socialistes critiquent la stratégie politique qui consiste à vouloir représenter des intérêts antagonistes, voire incompatibles, et militent en faveur d'une définition claire et définitive des priorités du PSB.

Pour compléter la « carte d'identité » du PSB, il faut confronter cette présentation de soi à la perception qu'en ont les autres. Ainsi, il n'est pas évident, loin de là, que les 43,5% de Bulgares qui ont voté pour le PSB l'aient fait par loyauté envers l'ancien régime. Une enquête réalisée par BBSS-Gallup entre mai et octobre 1994<sup>38</sup> montre que les principales préoccupations sont alors le chômage, la criminalité et la corruption. Ces maux sont plutôt associés à l'UFD, qui a initié les réformes économiques, alors que le PSB représente l'alternative puisqu'il n'a pas gouverné pendant cette période<sup>39</sup>. Il semble, comme toutes les études des élections de 1994 l'attestent, que les électeurs bulgares aient alors opté pour une « respiration » dans le rythme des changements.

Les propositions du PSB, sans être radicalement différentes de celles de l'UFD, s'en séparent sur les thèmes suivants :

- la privatisation et la participation des employés : l'UFD souhaite aider les petites et les moyennes entreprises, alors que le PSB insiste sur la privatisation « sociale » ou « de masse » (sur le modèle tchèque), avec une large participation de tous les Bulgares ;

- le règlement de la crise agricole : l'UFD préconise une rapide redistribution des terres et accepte la vente de terres à des étrangers. Le PSB insiste sur la nécessité de former, à côté de l'exploitation agricole privée, des coopératives agricoles d'un type nouveau, fondées sur le volontariat et la propriété privée ;

- la politique étrangère : malgré un consensus relatif sur l'intégration aux structures européennes mais pas euro-atlantiques, le PSB propose de renforcer les liens et la coopération avec la Russie ;

- la politique économique : le PSB est favorable à la stimulation de la production du secteur étatique et à la reconquête des marchés des anciens partenaires du COMECON.

La similitude des thèmes de campagne du PSB et de l'UFD témoigne de l'émergence d'un consensus sur les priorités nationales. Toutefois, une ambiguïté semble demeurer. Si la redéfinition et la multiplication des pôles d'identification dans la période

---

campement en face du centre de détention (à Sofia) et faisaient une grève de la faim tournante.

<sup>38</sup> Recueil annuel, Gallup, 1995 (en bulgare).

<sup>39</sup> Les socialistes ont cependant soutenu le cabinet Bérov qui a été nommé quand le MDL a retiré son soutien au gouvernement Dimitrov (UFD).

de consolidation permettent le retour d'anciens communistes sur l'arène politique en les débarrassant du carcan de leur identité communiste, on peut se demander si des éléments spécifiques à l'idéologie du parti unique n'ont pas également joué un rôle déterminant. Les différences entre les programmes électoraux du PSB et de l'UFD portent sur des aspects symboliques qui touchent à la rupture avec le passé : privatisation des terres agricoles, épuration de la haute fonction publique (abrogation de la loi Panev<sup>40</sup>), relations avec la Russie... N'est-ce pas précisément parce que le PSB est plus qu'un parti de gauche qu'il peut promettre le retour d'un quotidien prévisible ?

Ainsi, l'ambiguïté de l'identité du PSB lui a permis de mobiliser à la fois un électorat nostalgique du « bon vieux temps » et les déçus de la gestion « démocratique » (« bleue ») de la transition. Mais, en reportant la mise en œuvre du programme social, le PSB s'est coupé d'une partie de sa base sociale et de son électorat. Il semble qu'une fois au pouvoir, les anciens communistes ont d'abord tenté de consolider leur survie politique et économique et de régler les problèmes internes du parti, sans se soucier des conséquences sociales de cette stratégie de survie.

### **III - La survie avant tout**

La perception du retour des anciens communistes bulgares sur la scène politique et économique postcommuniste se fonde sur la biographie des leaders politiques socialistes et des « nouveaux entrepreneurs » dont la visibilité sociale est très forte. Ces nouveaux capitalistes proviennent pour la plupart, comme les hommes politiques socialistes, des rangs de l'ancien parti unique et plus précisément de la nomenklatura économique. Ils ont su valoriser les privilèges et les positions de pouvoir acquis sous l'ancien régime pour s'assurer une assise privée dans le nouveau système. L'émergence de ces hommes d'affaires est liée à la conversion des ressources héritées de l'ancien régime. Cette conversion soulève deux interrogations. La première porte sur la nature des rapports et des passerelles qui existent entre les élites économiques et politiques issues de l'ancien régime. Ces deux groupes participent-ils à la mise en œuvre d'une stratégie délibérée de mise sous tutelle de la structure économique et sociale du pays ? La seconde piste à explorer concerne l'éventuelle émergence d'intérêts spécifiques à cette nouvelle élite et notamment d'une position particulière vis-à-vis de la réforme de l'économie bulgare.

---

<sup>40</sup> La loi Panev, votée en 1992 et abrogée en février 1995, frappait d'interdit les anciens communistes dans les conseils scientifiques et autres postes de responsabilité au sein de l'Université. On estime qu'elle a touché 4 000 à 5 000 personnes.

## *L'héritage de l'économie communiste*<sup>41</sup>

La chute du régime communiste entraîne la remise en cause à la fois d'un modèle politique et d'une gestion économique. La nouvelle idéologie dominante prévoit la mise en œuvre simultanée d'une transition vers la démocratie participative et d'une transition vers l'économie de marché. Cela suppose donc de rompre avec les pratiques monopolistiques du parti communiste et d'initier une désétatisation de l'économie. Cependant, le consensus unanime autour du nouveau modèle de société ne suffit pas à initier des changements concrets. En effet, le système qui a échoué avait établi des structures et des pratiques particulières. L'économie centralisée était gérée par des acteurs qui avaient développé des *habitus* et des intérêts liés à ce système de production. Dès lors, il est impossible d'ignorer les effets concrets du modèle de développement communiste et de faire table rase du passé.

L'évolution du Parti socialiste bulgare est liée à ce changement de l'idéologie dominante. En effet, la transition politique a été en partie initiée par des communistes. De ce fait, le PSB, en tant que parti « successeur » du Parti communiste, se présente comme l'auteur de la démocratisation, ce qui légitime sa place dans la nouvelle configuration politique. D'autre part, les anciens cadres du PCB sont directement concernés par le passage à l'économie de marché parce que ce sont eux qui géraient les entreprises d'État. Ainsi, le changement de système politique suppose à la fois l'abandon d'une idéologie (que les dirigeants du PCB avaient déjà renoncé à appliquer) et l'abandon du contrôle de l'économie du pays.

L'économie communiste se caractérise par la possession collective des moyens de production, qui sont gérés de manière centralisée par les représentants de l'appareil de l'État. Or, en Bulgarie, l'industrialisation, au début du siècle, dans un contexte marqué par la rareté de capitaux nationaux, avait déjà été le fait de l'État : avant même 1947, celui-ci était le premier entrepreneur bulgare. Cette étatisation se renforce avec l'instauration de la fusion des structures de l'État et du parti unique. Le secteur économique n'est pas autonome : il obéit à des objectifs et à des priorités fixés par la direction du parti. Ainsi, ce sont les membres de l'élite communiste (les stratèges du ministère de l'Industrie ou les gestionnaires d'entreprises) qui gèrent la propriété publique.

Ce système centralisé s'essouffle rapidement. Il ne réussit pas à créer le bien-être socialiste. Les phénomènes de pénurie<sup>42</sup> se généralisent et deviennent chroniques. Ces pénuries touchent tous les secteurs économiques et provoquent progressivement une dévaluation de la monnaie. L'argent ne suffit pas pour se procurer des biens et des services car les magasins sont vides : il n'acquiert de valeur que s'il est doublé par des relations. De même pour l'accès aux postes, ou encore aux études supérieures, etc.

---

<sup>41</sup> L'utilisation du terme « communiste » est évidemment impropre à décrire le système économique bulgare antérieur à 1989. Il faudrait parler d'économie du « socialisme réel ». Mais ce terme présente l'inconvénient d'introduire une confusion avec le label « socialiste » du PSB.

<sup>42</sup> Janos Kornai, *Le système socialiste. L'économie politique du communisme*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1996, 767 p. Voir p. 280 et sq. une description de cette « économie de pénurie ».

Des mécanismes alternatifs d'approvisionnement (le « piston ») se substituent progressivement au système officiel. Ces réseaux se développent par la captation des ressources publiques et sont donc formés par ceux qui ont accès à ces ressources, c'est-à-dire ceux qui gèrent l'économie : les cadres communistes. Ainsi, des métamorphoses du capital étatique ont lieu dès avant la libéralisation du secteur privé. Elles se manifestent par l'émergence d'un groupe qui retire personnellement les dividendes de ressources qui ne lui appartiennent pas : le pouvoir qu'il peut en retirer dépend de l'État et du maintien du secteur public. Cette dépendance peut entraîner deux types idéaux de comportements vis-à-vis de la transition économique. Le passage à l'économie de marché peut être perçu comme une dépossession car il implique le démantèlement du secteur public. Les membres des réseaux préfèrent dans ce cas le maintien d'un secteur étatique fort. Mais la libéralisation de l'économie peut aussi être perçue comme un moyen propice pour la consolidation légale de ces positions qui peut mener à l'autonomisation des membres des réseaux vis-à-vis de la source de leur pouvoir.

Ainsi, avant la rupture de 1989, les cadres communistes sont les acteurs centraux de la vie économique : ils sont aux commandes officielles du système dont ils ont capté des ressources qu'ils gèrent pour leur propre compte. Cette omniprésence rend difficilement envisageable leur expulsion de l'économie libérale naissante du pays. Par ailleurs, ces acteurs ne disposent pas d'une légitimité alternative, la conversion est le gage de leur survie. Le parti unique, en perdant le pouvoir, perd sa raison d'être. Les militaires latino-américains ou grecs pouvaient rentrer dans leurs casernes la tête haute : ils veillaient à la défense de la patrie ; les apparatchiks ne peuvent que retourner à la vie ordinaire : travailler, militer, etc.

### *Le « scénario kline »*

Au moment où les réformes économiques commencent en Bulgarie, une question s'impose : qui est devenu le détenteur de la propriété des moyens de production quand la « collectivité des travailleurs » a perdu ce statut ? La « théorie du complot » soutient que ce pouvoir a été concentré dans les mains de l'ancienne nomenklatura : c'est le « scénario kline »<sup>43</sup>.

Cette théorie soutient que l'appareil communiste avait anticipé les changements. Il a cédé sur le terrain politique pour pouvoir garder la puissance économique et financière afin d'installer un noyau de pouvoir informel et, de ce fait, contrôler à nouveau la société. Selon les tenants de cette théorie, cette stratégie a été possible parce que l'appareil communiste est resté intact et a ainsi pu servir d'agent de légitimation des positions économiques. Les auteurs et bénéficiaires de cette reconversion sont appelés les « grands lessiveurs » parce qu'ils sont soupçonnés de « blanchir » dans la privatisation des fonds qu'ils ont détournés des caisses de l'État. Plusieurs indices

---

<sup>43</sup> En bulgare, un « kline » est un coin qu'on enfonce dans le bois pour l'écarter, et un proverbe dit que « seul un coin peut en chasser un autre ».

permettent aux tenants du « scénario kline » d'étayer leur théorie.

Tout d'abord, le passage du totalitarisme à la démocratie s'est fait sans heurts, comme s'il avait été prémédité. De plus, il a été conduit par des leaders qui proviennent de l'*establishment* de l'ancien régime. Les tenants du « scénario kline » ont également été confortés dans leur analyse par la composition (retour de visages connus) puis l'action (scandales politico-financiers, création de « cercles amicaux ») du gouvernement Videnov. Pour eux, la boucle était bouclée : les communistes se sont provisoirement écartés de la scène politique pour « blanchir » leur capital économique, puis sont revenus dans la peau de *businessmen* et d'experts respectables. Cette position postule implicitement l'homogénéité de la nomenklatura communiste et l'identité des élites politiques et économiques qui en sont issues (ou du moins la collusion automatique entre ces deux groupes).

A ce stade, il convient d'introduire une nuance, la notion de nomenklatura est trop floue pour décrire l'identité du groupe qu'elle désigne. Généralement, ce terme renvoie à la fois à des instances partisans locales et au comité central du PCB, à des permanents de base et à des hauts dignitaires communistes qui occupaient les postes et les positions les plus prestigieux, etc.. Si toute cette « nomenklatura » se caractérise par ses liens avec le parti-État, il faut distinguer entre les cadres dirigeants (la *grande* nomenklatura) et la masse des fonctionnaires du régime (la *petite* nomenklatura). Les membres de la petite nomenklatura conservent leur position dans l'administration ou l'économie, alors même que le régime qu'ils incarnaient a disparu. Ce maintien s'impose surtout parce que ces employés font fonctionner la machine administrative du pays. De même, au sein de l'appareil du PCB, les cadres des niveaux inférieurs ou locaux ont beaucoup moins participé à la captation de biens publics. En outre, si la plupart d'entre eux conservent ou ont reconquis<sup>44</sup> des postes de pouvoir au niveau local, ceci est surtout lié aux rapports clientélares qu'ils entretenaient avec leurs administrés.

Il faut donc nuancer l'étendue de ce groupe : la nomenklatura ne se confond ni avec le million d'adhérents que compte le PCB ni même avec les permanents du parti. De plus, la provenance commune de ces nouveaux entrepreneurs ne suffit pas à en faire un groupe homogène motivé par des intérêts identiques et agissant en synergie contre le reste du monde. En effet, plusieurs cultures et codes de conduite distincts coexistent au sein du Parti communiste, puis du Parti socialiste. Il convient de parler de nomenklaturas. On peut schématiquement distinguer deux axes d'identification.

Le premier est lié à la date de l'adhésion : différentes générations cohabitent au sein du parti. Ainsi, à partir des années 1970, le Parti communiste adopte une stratégie de parti de masse (de parti attrape-tout) et sollicite une large adhésion dans toutes les couches de la population. C'est à partir de cette époque qu'il valorise le capital culturel et technique (la compétence) des adhérents afin d'attirer des experts et des spécialistes auxquels il offre de réelles possibilités de promotion. Fort de son poids, le PCB peut alors se contenter de n'exiger des nouveaux adhérents qu'une loyauté organisationnelle. Cette génération de communistes est réputée pour son

---

<sup>44</sup> Depuis les législatives de 1995, 80% des municipalités sont dirigées par des maires socialistes.



pragmatisme.

Le deuxième axe d'identification se traduit en termes de « cultures<sup>45</sup> » ou de visions du monde. Trois types de nomenklaturas coexistent au sein du parti.

La nomenklatura « politique » est composée de cadres qui ont un parcours brillant au sein de l'appareil du parti et surtout, pour les générations socialistes montantes, au sein des Jeunesses communistes. Le représentant emblématique de cette culture partisane est Alexandre Lilov, le stratège actuel du Parti socialiste. Ces hommes d'appareil connaissent les coulisses du pouvoir et maîtrisent les jeux d'appareils, leur existence est liée au maintien du PSB.

La nomenklatura « technocratique » se compose de ceux qui gèrent les entreprises publiques : les dirigeants des usines et des fermes collectives. Leur parcours est lié à l'appareil du parti unique et notamment à ses instances locales mais ils disposent en plus d'un savoir-faire.

Enfin, la nomenklatura des milieux du commerce extérieur<sup>46</sup> a participé à la mise en place du capitalisme d'État et au développement des échanges commerciaux avec des partenaires étrangers. Ses représentants ont des relations avec le monde extérieur (extérieur à l'appareil, au pays, voire au bloc des pays de l'Est) et maîtrisent les codes de conduite spécifiques aux milieux des affaires. Leur survie dans le nouveau contexte n'est pas subordonnée à la survie du parti. La figure emblématique de cette culture est Andréï Loukanov. Considéré comme le père de la transition bulgare, il s'éloigne de la scène politique à la suite d'un désaccord avec la « stratégie Lilov » et réussit brillamment dans les affaires. Il est assassiné en octobre 1996 alors qu'il s'apprêtait à faire des révélations sur les scandales dans lesquels était impliqué le gouvernement Videnov.

Cette hétérogénéité montre bien que la notion de nomenklatura n'est pas opérante. Ce sont ceux qui avaient des fonctions économiques (et non pas tous les anciens communistes) qui ont été en mesure de convertir des ressources politiques en ressources économiques. En outre, les trois nomenklaturas ne sont pas animées par des objectifs identiques. L'action de Jean Videnov a même révélé la concurrence entre ces positions. Le Premier ministre socialiste se situe plutôt dans le premier groupe. Il est issu du Komsomol et s'est entouré de conseillers qui ont des parcours similaires. Certes, il a été formé au commerce extérieur à Moscou mais sa carrière au sein de l'appareil ne lui a pas permis d'engranger des relations avec les milieux d'affaires. Lors de son arrivée au pouvoir, Videnov décide de mettre fin aux divergences entre l'appareil du PSB et les élites économiques par des méthodes peu consensuelles : il tente de neutraliser les entrepreneurs proches de Loukanov et de les évincer de leurs positions dominantes, en les excluant du processus de privatisation, pour les remplacer par des acteurs économiques fidèles.

Les cadres qui dominent l'économie bulgare ont une provenance identique mais ils

---

<sup>45</sup> La notion de culture désigne ici des valeurs et des croyances partagées.

<sup>46</sup> Le ministère du Commerce extérieur s'est très tôt vu confier par Jivkov l'organisation de transactions plus ou moins licites. A la fin des années 1980, cette structure a été à l'origine de la création de 300 entreprises en Europe de l'Ouest. L'objectif était de promouvoir les échanges Est/Ouest et de contourner les restrictions occidentales aux importations de haute technologie par les pays du Pacte de Varsovie.

ne partagent pas forcément la même culture, ne valorisent pas toujours des codes de conduite similaires et surtout n'ont pas la même perception de leurs intérêts. Ces élites économiques ne forment pas un groupe cohérent et soudé ; entre leurs représentants peuvent naître des conflits. De ce fait, elles ne constituent pas le contre-pouvoir puissant qui pourrait restaurer le régime antérieur ; en revanche elles sont suffisamment influentes et bien implantées pour être en mesure d'infléchir le cours des réformes économiques.

### *La stratégie des nomenklaturas bulgares : anticipation ou réaction ?*

Le « scénario kline » postule l'aspect prémédité de la conversion des anciens communistes à l'économie de marché. Toutefois, il semble que les nomenklaturas bulgares n'aient pas cherché à s'approprier préventivement des biens publics : avant 1989, il n'y a pas eu de transferts massifs de la propriété publique vers des sociétés privées. Au début de la transition, et aujourd'hui encore, plus de 90% de l'industrie est officiellement publique (même si la production est officieusement contrôlée par des groupements privés).

L'effervescence de la perestroïka touche tardivement la Bulgarie. En 1987, le plénum du parti décide de lancer des changements profonds, mais ce n'est qu'après la signature d'un décret de 1989 que les initiatives privées se développent. Toutefois, cela ne signifie pas que les nomenklaturas ont affronté les changements en improvisant. Les anciens communistes ont eu une capacité de réponse rapide. En 1990, ils sont à l'origine de la création de plusieurs sociétés (dans le cadre d'un décret de 1989) dans lesquelles sont injectés des fonds appartenant au PCB. En mai de la même année, le gouvernement Loukanov adopte un décret qui va permettre la libéralisation rapide de l'économie bulgare. Ce texte va permettre la privatisation « spontanée »<sup>47</sup> de plusieurs entreprises d'État, c'est-à-dire leur appropriation par d'anciens communistes. Pourtant, selon A. Boundjoulov<sup>48</sup>, cette opération a été assez limitée et n'a pas suivi un scénario préconçu. Reste que des figures clés qui allaient former la nouvelle élite économique ont quitté le PCB (ou le PSB) tout en conservant les réseaux et les relations noués grâce à l'appartenance à ce parti. En fait, il est difficile de démontrer qu'une stratégie a réellement été mise en œuvre. Néanmoins, on peut affirmer que le PCB puis le PSB ne se sont pas opposés à l'utilisation de ressources (financements, relations, réseaux, etc.) et de réseaux partisans par les nouveaux milieux économiques.

Ainsi, il ne semble pas pertinent, dans le cas bulgare, de soutenir que « la »

---

<sup>47</sup> La notion de privatisation « spontanée » renvoie à deux phénomènes : le contrôle de fait d'une entreprise publique par la superposition de sociétés privées à l'entrée et à la sortie de l'entreprise, d'une part, et la vente des entreprises à leurs employés, ce qui permet aux dirigeants en place d'officialiser un contrôle déjà acquis, d'autre part.

<sup>48</sup> Entretien réalisé en février 1997 à Sofia. Andreï Boundjoulov est sociologue au Centre de recherches sur la société et le pouvoir. Il travaille, avec Milena Yakimova et Déyan Déyanov, sur les élites et les réseaux postcommunistes.

nomenklatura a délibérément rendu le pouvoir en ayant secrètement préparé son retour rapide, en somme qu'il y a un complot de l'appareil communiste. On peut plutôt classer les nomenklaturas bulgares dans la catégorie des nomenklaturas « réactionnelles »<sup>49</sup> — celles qui, faute d'avoir anticipé, se sont adaptées. Dans cette optique de reconversion, les élites communistes ont surtout profité d'un ensemble de facteurs liés à leur statut antérieur.

La fusion entre l'appareil du parti et l'appareil de l'État a considérablement facilité la captation des biens publics et le détournement de fonds. Les structures étaient tellement enchevêtrées qu'aucune instance indépendante ne pouvait faire obstacle aux transferts de ressources. Les anciens gérants des entreprises d'État n'avaient pas besoin du soutien d'un gouvernement ami, ils bénéficiaient déjà d'informations et de capitaux pour investir dans l'industrie. La privatisation s'est indirectement déroulée dans des conditions de concurrence déloyale et d'opacité.

Ainsi, les anciens communistes ont profité des réseaux constitués sous l'ancien régime et des informations sur l'état de l'économie pour s'engager dans le secteur privé. Dans la mesure où, dans le système postcommuniste, le capital économique détermine la position sociale, grâce à ce transfert ce sont les mêmes individus qui sont en position d'occuper les meilleures places dans la hiérarchie sociale.

#### *La privatisation : retour des héritiers ou émergence de nouveaux entrepreneurs ?*

Le décret de 1990 a longtemps représenté la seule base juridique initiale de la privatisation. En 1992, le premier gouvernement composé entièrement de membres de l'UFD décide d'engager en priorité la restitution des biens nationalisés : les terres, les logements, les ateliers, les magasins et les dépôts. Pour l'UFD, il s'agit à la fois de marquer l'intensité de la rupture avec la période communiste et de favoriser l'émergence d'une classe moyenne de petits propriétaires susceptible de participer à la privatisation de l'industrie et de constituer le noyau électoral de l'Union. De ce fait, il donne implicitement la priorité à la petite désétatisation, le plus gros de l'industrie bulgare datant des années 1950-1960, et la plupart des grandes sociétés ne sont donc pas touchées. Toutefois, en avril 1992, le gouvernement de Filip Dimitrov fait adopter la première loi de privatisation. Elle est établie sur un modèle décentralisé : les organes chargés de la décision diffèrent selon l'importance des actifs de l'entreprise. Après la chute de Dimitrov, son successeur, Liouben Bérov, décide de changer l'orientation de la privatisation en faveur de la « privatisation sociale de masse ». En juin 1994, un décret révisé la loi de 1992.

Cette instabilité du cadre juridique facilite la captation des ressources étatiques et la conversion de capitaux, qui empruntent plusieurs canaux.

La nomination de fidèles à la direction des principales entreprises publiques a commencé dès les premiers signes de changement et a été facilitée par la victoire du

---

<sup>49</sup> Georges Mink, Jean-Charles Szurek, *Cet étrange postcommunisme. Rupture et transitions en Europe centrale et orientale*. Paris, Presses du CNRS/ La Découverte, 1992, 336 p. Voir p. 68.

PSB à l'élection de l'Assemblée constituante. Toutefois, ce mécanisme ne permet pas l'autonomisation de l'élite économique issue des nomenklaturas puisque l'entreprise reste propriété de l'État : en cas d'alternance politique, les dirigeants en place peuvent toujours être remplacés par des partisans de la nouvelle majorité. Il s'agit là d'une pratique somme toute courante, y compris dans les vieilles démocraties.

Le deuxième canal est celui de la création de sociétés privées qui se placent à l'entrée et à la sortie du secteur étatique. De ce fait, tous les liens avec les entreprises d'État transitent par ces sociétés. Celles-ci peuvent avoir le statut de créancier, de fournisseur ou de distributeur exclusifs ; elles sont de fait les véritables propriétaires de l'entreprise. Ce sont ces sociétés-parasites qui retirent, en dernier ressort, les bénéfices des entreprises publiques.

Enfin, la conversion peut s'effectuer grâce à la privatisation. Ce modèle offre plusieurs possibilités.

Il peut prévoir la vente de l'entreprise à ses dirigeants et à ses salariés. Comme ces derniers disposent rarement des ressources nécessaires à l'achat des actions, l'entreprise privatisée passe de fait sous le contrôle exclusif de ses dirigeants, nommés par l'ancien pouvoir. Cette méthode, qui a été dénoncée comme une « privatisation spontanée », permet à l'ancienne élite, qui disposait des fonds nécessaires, de retenir le pouvoir économique entre ses mains.

La privatisation-vente peut aussi s'adresser à tous, sans conditions de lien avec l'entreprise privatisée. Des holding ont acquis des actions et, par le jeu complexe des participations croisées, sont arrivés à contrôler de façon officieuse des pans entiers de l'économie bulgare. En outre, la désétatisation peut également passer par une augmentation artificielle du capital d'une entreprise semi-publique. Cette méthode réduit automatiquement le volume de la participation de l'État dans la société. Elle a été dénoncée pour son manque de transparence et considérée comme un moyen de privatisation occulte. Dans les dernières semaines du gouvernement Videnov, le ministre de l'Industrie, qui devait expédier les affaires courantes, a procédé à la vente de gros paquets d'actions dans l'industrie minière. L'acheteur, la puissante holding Multigroupe, a été désigné sans appel d'offres et il semble que le prix de la transaction ait été fixé au-dessous de celui du marché<sup>50</sup>.

La troisième possibilité est la privatisation de masse, décidée par le gouvernement Bérov implicitement soutenu par les socialistes : chaque Bulgare reçoit des bons qui lui permettent de participer à la privatisation. Il peut soit décider de participer directement soit laisser un Fonds d'investissement gérer ses bons. Les fonds acquièrent des parts dans certaines entreprises. Mais ce sera le gouvernement suivant, celui de Videnov, qui mettra en œuvre cette nouvelle orientation. Dès son entrée en fonction, il renforce le contrôle administratif sur la répartition des parts de sociétés entre les différents fonds. Ses ministres établissent des listes d'entreprises privatisables et d'acheteurs potentiels. Le contrôle bureaucratique du droit d'entrée dans la course à la privatisation vise à limiter l'émergence d'acteurs économiques indépendants. L'établissement de

---

<sup>50</sup> *Kapital*, 17-23/2/97. *Kapital* est l'hebdomadaire économique bulgare de référence. Les informations qu'il publie sont fiables et servent de sources aux chercheurs et aux observateurs de l'économie bulgare.

listes permet de favoriser des entreprises amies et loyales. Videnov a beaucoup utilisé ce système pour consolider sa position au sein du PSB. Il a notamment porté des attaques frontales contre Loukanov et ses proches en inscrivant sur la liste des privatisables les noms d'entreprises dans lesquelles ceux-ci avaient des intérêts. Selon Iskra Baeva<sup>51</sup>, quand cette liste a été rendue publique à une réunion du bureau exécutif du PSB, plusieurs dirigeants socialistes ont cherché à empêcher la privatisation de certaines entreprises. Iskra Baeva estime que c'est à ce moment-là que s'exacerbe le conflit entre les différents intérêts au sein du PSB ; le Premier ministre va se trouver progressivement abandonné à la fois par les sociaux-démocrates qui condamnent son inefficacité économique et par les élites économiques qui se sentent menacées par ses tentatives de mise au pas. Malgré un remaniement des listes en leur faveur, les élites économiques vont se désolidariser du gouvernement. Ainsi, le gouvernement socialiste ne parvient pas à monopoliser le processus de création d'acteurs économiques. L'équipe de Videnov avait tenté de favoriser à peu près exclusivement certains segments de l'élite du PSB : les hommes d'appareil et les technocrates, et de rejeter certains intérêts corporatifs en leur interdisant la participation à la privatisation de masse.

Il est donc clair que les acteurs clés du processus de désétatisation sont liés à l'ancien parti communiste, essentiellement parce que le capital (financier, relationnel, etc.) provient de l'ancien parti unique. Il s'agit d'un facteur déterminant. Quelle que soit la couleur politique du gouvernement, la possession de ce capital permet aux anciens communistes de participer aux transactions économiques. De plus, le contrôle politico-administratif de la composition des fonds de privatisation a permis au gouvernement Videnov d'officialiser les privilèges de ses amis politiques. En ce sens, la réintervention d'anciens communistes au niveau gouvernemental a certainement favorisé le processus de conversion des capitaux. Toutefois, l'expérience du cabinet Videnov a aussi révélé l'émergence et l'autonomisation d'un groupe d'entrepreneurs (issus du PCB) dont les intérêts ne se confondent pas (voire sont incompatibles) avec ceux du Parti socialiste.

Actuellement, le Parti socialiste tente de reprendre l'initiative pour effacer l'image négative laissée par le gouvernement Videnov. La plate-forme électorale de 1997 reste d'ailleurs très évasive sur ce bilan.

### *Le bilan du gouvernement Videnov*

En effet, le gouvernement socialiste est loin d'avoir respecté ses promesses électorales. Il a abandonné la plupart des mesures sociales qu'il préconisait début 1995. Il a renoncé à indexer les salaires et les retraites sur l'inflation, ce qui a complètement anéanti le pouvoir d'achat des fonctionnaires et des retraités. Les prestations sociales, qui étaient d'ailleurs financées par la planche à billets, ont été réduites progressivement. Enfin, l'instauration d'une TVA a grevé encore plus les

---

<sup>51</sup> Entretiens cités.

budgets modestes déjà touchés par l'inflation. Si ces décisions économiques peuvent être imputées aux difficultés budgétaires et à la pression des bailleurs de fonds internationaux, les scandales successifs sont plus difficiles à justifier. Ainsi, il est avéré que le gouvernement a autorisé et même encouragé (augmentation des quotas d'exportation et baisse des droits de douane) l'exportation de blé sans tenir compte des besoins du pays : des entreprises privées ont acheté à l'État à bas prix du blé qu'elles ont revendu à des acheteurs étrangers. La Bulgarie est plongée depuis un an dans une pénurie de pain et de farine et doit importer du blé.

En outre, Videnov a mené une politique dirigiste et conflictuelle : ils s'est ouvertement opposé aux contre-pouvoirs. La radio et la télévision nationales ont été « épurées » et les nouveaux directeurs ont tenté d'imposer une ligne éditoriale partisane. Par ailleurs, à la suite d'un désaccord avec le Président sur la politique étrangère, Videnov a décidé de réduire le budget de la Présidence et de rétablir la primauté du ministère en matière de relations internationales. Quelle qu'ait été l'issue de ces litiges, ce qui importe c'est que le style de Videnov se caractérise par le conflit et le dirigisme.

Le Premier ministre a également tenté de prendre le contrôle du Parti socialiste. Videnov s'est construit un cercle de pouvoir informel dans le secteur économique et au sein du PSB. Il a nommé des ministres en exercice et certains de ses conseillers personnels à la direction des secteurs-clés de l'économie<sup>52</sup>. Selon l'ancien secrétaire du cabinet, Plamen Nicolov, le Premier ministre s'est construit une « muraille de Chine » pour se protéger du parti, une garde prétorienne organisée en cercles concentriques. Il ne s'est pas contenté d'établir des liens avec des groupements existants, il a aussi tenté de se constituer une base arrière économique avec la nébuleuse *Orion*<sup>53</sup>.

Ainsi, le bilan du gouvernement peut se résumer en quatre types d'actions :

- la maîtrise des secteurs-clés et la centralisation de l'économie : le cabinet contrôlait le système bancaire, les télécommunications et le secteur énergétique ;

- une hostilité vis-à-vis des acteurs économiques indépendants et notamment des investisseurs étrangers : Rover a abandonné son usine d'assemblage après quelques mois d'exploitation seulement parce que le gouvernement a refusé de lui accorder les préférences douanières promises ;

- la recommission discrète grâce à une série de mesures symboliques et concrètes : censure des médias, abrogation de la loi Panev, réémergence de figures du passé, notamment ;

- et une série de scandales, d'affaires et de « gates » ; cette série commence autour du scandale sur *Topénergic*, puis il y a la faillite des « pyramides » et enfin le scandale du blé.

Ce changement de cap a provoqué un vif mécontentement au sein du parti. Au

---

<sup>52</sup> On retrouve ces personnalités au sein de la fondation que Videnov a créée par la suite.

<sup>53</sup> Orion est une holding présente dans toutes sortes de secteurs économiques : le commerce, l'agriculture, la construction, les transports, l'immobilier, la confection et le secteur bancaire. Le dirigeant du groupe, Roumen Spassov, est un proche de Videnov. Le gouvernement de ce dernier a attribué à Orion des parts dans les télécommunications et dans des entreprises agricoles privatisées. Les observateurs de la vie économique ont surnommé le groupe « cercle amical Orion ».

sommet de la hiérarchie, l'opposition s'est organisée autour de Guéorgui Parvanov, Ianaki Stoïlov, Nikolaï Kamov et Alexander Marinov, qui ont surtout critiqué la gestion opaque de certains dossiers et l'inertie dans le domaine socio-économique. Pour eux, le gouvernement Videnov a trahi le programme électoral de la coalition de la Gauche démocratique. Les mêmes thèmes sont revenus dans les instances locales : certains leaders n'ont pas hésité à exhumer la phraséologie marxiste pour dénoncer la dérive « droitière » du gouvernement.

Le PSB n'est pas une totalité monolithique et les résistances à l'action économique du gouvernement prouvent l'existence de profondes contradictions internes. L'UFD dénonçait d'ailleurs la transformation du Parlement en arène de confrontation entre les différents courants du Parti socialiste. Il reste que les liens entre le Parti socialiste et l'élite économique sont ambigus et parfois insaisissables.

La lecture de ces événements est brouillée par le bruissement de rumeurs et de fantasmes. En effet, l'action du gouvernement est toujours interprétée en référence à son ancêtre monopoliste. Le nouveau cadre n'empêche pas la persistance de certaines pratiques occultes et de solidarités anciennes. Ainsi, il est plus heuristique de se tourner vers le présent pour se demander « quels intérêts sociaux et politiques accèdent au système politique [au travers de l'action gouvernementale du PSB] et quels sont ceux qui sont largement exclus »<sup>54</sup>. On ne peut pas dire que le PSB soit le parti des entrepreneurs (notamment parce que le gouvernement a pris des décisions défavorables au petit commerce), ni qu'il défende les intérêts d'un groupe précis et clairement identifiable. Le gouvernement cherche surtout à étendre son influence et à contrôler les secteurs stratégiques : métallurgie, télécommunications, tourisme, secteur bancaire. Malgré ce manque de lisibilité, il apparaît, en comparaison avec la législature précédente, que l'orientation des réformes économiques et des priorités a changé. La réintervention des « anciens communistes » a favorisé le retour sur le devant de la scène de nomenklaturas économiques bénéficiant du soutien du pouvoir politique. Cette relation est surtout marquée par des scandales et une attribution opaque de certains marchés publics. Toutefois, il faut bien distinguer entre ce qui procède de la complaisance du pouvoir et ce qui est lié à l'instabilité politique et à la faiblesse du cadre législatif. Ces facteurs sont tous deux à l'origine des « affaires » et de la corruption. Par ailleurs, ces nomenklaturas sont plutôt favorables au *statu quo* économique et ont tenté de retarder la mise en œuvre de la privatisation.

De ce qui précède on peut conclure que Videnov a tranché entre les « mémés rouges » et les « téléphones mobiles rouges » en faveur de ces derniers. En fait, il semble y avoir une rencontre entre deux types d'intérêts. D'une part, une organisation politique qui a besoin de supports financiers et, d'autre part, des groupes économiques qui souhaitent avoir une représentation politique. Ces liens sont facilités par l'existence d'amitiés et de réseaux antérieurs qui sont réactivés. Cependant, ces groupes ne sont pas durablement attachés au PSB, ils ont déjà réussi à se rapprocher de la nouvelle majorité en faisant valoir l'autonomie de leurs intérêts et leur rôle dans le développement économique de la Bulgarie.

---

<sup>54</sup> Nonna Mayer, Pascal Perrineau, *Les comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 1992, p. 17.

Enfin, doit-on conclure que, en cas de retour au pouvoir, les socialistes mèneraient une politique similaire, voire identique à celle du gouvernement Videnov ? Et le bilan de ce dernier doit-il être imputé au PSB en tant qu'organisation ?

Les instances et les membres du PSB ne se sont jamais réellement désolidarisés de leur président et premier ministre. Certes, les critiques étaient nombreuses et publiques mais la décision de faire tomber le gouvernement a été sans cesse repoussée. Par ailleurs, l'action de Videnov en faveur de certains cercles économiques ne favorise qu'une fraction du PSB. Cette action remet surtout en cause l'équilibre antérieur et la coexistence de cultures et des intérêts hétérogènes au sein du parti. Il apparaît que Videnov a essayé de réformer le parti mais il n'a pas pu vaincre les résistances internes et sa tentative a échoué. Paradoxalement, son action a eu le mérite de démontrer l'impossibilité d'harmoniser certains intérêts et peut être à l'origine de changements profonds au sein du Parti socialiste bulgare. Toutefois, il est impossible d'affirmer avec certitude que le PSB va se réformer et clarifier son identité et son offre politique.

Ainsi, l'omniprésence persistante des anciens communistes en Bulgarie et du parti successeur de l'ancien Parti communiste retarde, mais ne rend pas impossible, la consolidation de la démocratie politique et sociale. Il faut souligner que le PSB a traversé dans les sept dernières années une période charnière. Il est passé du statut de parti successeur — dont les élites et l'électorat étaient favorables au maintien de résidus de l'ancien régime — à celui de parti à la recherche de son identité propre. Il est difficile de pronostiquer ce qui va s'imposer dans la lutte pour la définition de cette identité : le socialisme reconstruit des réformateurs, l'affairisme des entrepreneurs ou le capitalisme bureaucratique des apparatchiks ? Néanmoins, il apparaît que la clarification de l'identité du PSB va permettre de sortir de la période postcommuniste, fortement marquée par l'empreinte du passé. L'unité dans la diversité était le gage de la survie du Parti socialiste bulgare au début de la transition. Aujourd'hui, le maintien de cette stratégie est le principal obstacle à son développement politique.



# Repères chronologiques

## Politique

**1989**

**10 novembre** - T. Jivkov est renversé et remplacé à la tête du PCB et de l'Etat par le réformateur P. Mladenov.

**18 novembre** - Première grande manifestation contre le régime communiste.

**Décembre** - Renaissance de trois « partis historiques » et fondation de l'UFD par le dissident Jelev qui unifie les mouvements d'opposition.

**1990**

**Janvier-avril** - Travaux de la Table Ronde.

**Janvier** - 14<sup>ème</sup> Congrès du PCB ; Manifeste pour le socialisme démocratique.

**Février** - Formation du gouvernement Loukanov (PCB). Lilov est élu à la tête du parti.

**Avril** - Le PCB s'appelle désormais Parti socialiste bulgare, PSB.

**Juin** - Elections pour une Assemblée constituante. Le PSB obtient la majorité.

**Juillet** - Mladenov démissionne de la présidence, il est remplacé par Jelev.

39<sup>ème</sup> Congrès du PSB (premier congrès du parti rénové) : Plate-forme pour un parti moderne du socialisme démocratique.

**Septembre** - Deuxième gouvernement Loukanov (PSB).

**Décembre** - Formation d'un gouvernement d'union nationale (PSB, UFD, agrariens, sans-partis) sous la présidence de Popov (sans parti).

## Economie

**1989**

**Janvier** - Décret n°56 sur la création de sociétés privées dans le domaine des services (en 1990, 17 221 entreprises seront enregistrées sous cette forme).

**Décembre** - V. Mollov, ancien dirigeant communiste, crée l'Union pour l'initiative économique des citoyens. Il lance deux journaux et une banque qu'il nomme Première Banque Privée.

**1990**

Polémiques entre le PCB et l'UFD sur la nature des réformes économiques à entreprendre.

**Mai** - Un décret pose les bases de la privatisation de l'économie.

## 1991

**Mai** - Divisions au sein de l'UFD, 39 députés quittent l'Assemblée constituante et exigent des élections anticipées en juillet.

**Juillet** - L'Assemblée constituante adopte une nouvelle Constitution.

**Octobre** - Elections législatives. L'UFD obtient une majorité relative.

**Novembre** - Formation du gouvernement Dimitrov (UFD).

**Décembre** - 40<sup>ème</sup> Congrès du PSB. Videnov est élu à la présidence du parti.

## 1992

**Janvier** - Jelev (UFD) est élu président de la Bulgarie au suffrage universel direct.

**Février** - Adoption de la loi Panev sur la « décommunisation » de l'Université.

**Mai** - Deuxième gouvernement Dimitrov (UFD).

**Décembre** - Formation du gouvernement Berov (sans parti, prédominance d'indépendants, soutenu par le PSB).

## 1993

**Juin** - Deuxième gouvernement Berov.

## 1994

**Mai** - 41<sup>ème</sup> Congrès du PSB ; adoption du Programme et des Statuts.

**Octobre** - Gouvernement intérimaire de R. Indjova (sans parti).

**Décembre** - Elections législatives anticipées. La Gauche démocratique (coalition animée par le PSB) obtient la majorité absolue.

## 1991

**Février** - La plupart des prix sont libérés, ce qui entraîne des hausses parfois spectaculaires.

**Juin** - Deuxième tranche de libéralisation des prix.

## 1992

**Février** - Adoption de la loi sur la restitution des biens nationalisés.

**Avril** - Première loi de privatisation. Création de l'Agence de privatisation.

## 1993

Ventes d'entreprises publiques.

## 1994

**Juin** - Révision de la loi de privatisation de 1992 et instauration de la privatisation sociale de masse.

## 1995

**Janvier** - Formation du gouvernement Videnov.

**Février** - Abrogation de la loi Panev.

**Septembre** - Première élections municipales libres. Le PSB conquiert 80 % des mairies.

## 1996

**Octobre** - Assassinat de l'ancien Premier ministre Loukanov.

**Novembre** - Stoïanov (UFD) est élu président de la Bulgarie. 19 personnalités réformistes du PSB exigent la démission de Videnov dans une lettre ouverte.

**Décembre** - 42<sup>ème</sup> Congrès du PSB, convoqué

## 1995

**Mars** - Hausse des prix de l'électricité et du chauffage. Le gouvernement décide l'indexation des salaires sur l'inflation puis y renonce.

**Juillet** - Les quotas d'exportation de blé sont supprimés.

**Août** - Démission du directeur de l'Agence de privatisation. La Banque nationale de Bulgarie suspend ses transactions avec quatre banques privées.

## 1996

**Avril** - Rover annonce son départ de Bulgarie.

**Mai** - Lors du plénum du PSB, Videnov rend publique la liste des sociétés privatisables ; des divergences éclatent au sein du PSB.

Dévaluation du lev. Pénurie de pain et début du « scandale du blé ».

Accord avec le FMI sur le financement de la réforme.

**Juin** - La Banque nationale déclare trois banques en faillite, leurs clients perdent leurs économies.

Révélation du scandale du « cercle amical Orion ».

**Juillet** - Hausse de la TVA, des taxes sur l'importation et nouvelle hausse des prix de l'électricité et du chauffage.

**Septembre** - Neuf banques privées passent sous le contrôle de la Banque nationale.

**Novembre** - Lancement de la privatisation de 79 entreprises.

Visite du directeur-adjoint du FMI pour organiser la mise en place du directoire financier (conseil économique indépendant qui doit veiller au respect de la rigueur économique).

De très nombreux clients vident leurs comptes de la caisse d'épargne, menacée de fermeture par le FMI.

Bilan économique de l'année : 310 % d'inflation,

pour analyser l'échec aux présidentielles de novembre. Videnov démissionne, Paronov est élu à sa place.

dépréciation du lev de 6 000 %, chute du salaire moyen de 100 \$ à 20 \$.

## 1997

**Janvier** - Crise politique et manifestations qui exigent des réformes et des élections anticipées.

**4 février** - Règlement négocié de la crise. Le PSB renonce à former un nouveau gouvernement et accepte la tenue de législatives anticipées. Un gouvernement intérimaire dirigé par Sofianski (UFD) est nommé.

Plusieurs membres de l'aile social-démocrate du PSB quittent le parti.

**Avril** - Les Forces démocratiques unies (coalition autour de l'UFD) obtiennent la majorité absolue des suffrages. Ivan Kostov, le leader de l'UFD, est nommé premier ministre.

Le 43<sup>ème</sup> Congrès du PSB est prévu pour **mai 1998**.

## 1997

**Février** - L'inflation du mois s'élève à 243 %.

**Mars** - Le gouvernement intérimaire reçoit le soutien du FMI ; l'UE et les Etats-Unis accordent des aides financières au pays.

**Avril** - Hausse des salaires ; stabilisation des taux de change.

**Juillet** - Entrée en fonctions du directeur financier. Décision de lancer en septembre la privatisation des structures touristiques. De janvier à juillet : 505 % d'inflation.